

**PRÉSIDENTIELLE :  
QUELLE CAMPAGNE POUR  
LES RÉVOLUTIONNAIRES ?**

**ALERTE, LA PLANÈTE  
PREND L'EAU !**

**LES TRAVAILLEURS  
EN PREMIÈRE LIGNE**

# RÉVOLUTIONNAIRES

**57** 14 MAI 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



**Hausse des prix, licenciements,  
budget militaire**

**FACE AUX ATTAQUES  
DES PATRONS ET  
DU GOUVERNEMENT,**

**IL FAUT  
UNE LUTTE  
D'ENSEMBLE !**

## ÉDITORIAL

**Les salaires  
stagnent, les  
prix montent...  
mais la colère  
aussi !**

**D**es débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.

### L'OFFENSIVE PATRONALE

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon *Que Choisir*. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arqus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée - comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arqus déjà « remerciés ».

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



<b>POLITIQUE</b>	<b>p. 1 à 4</b>	<b>INTERNATIONAL</b>	<b>p. 5 à 7</b>	<b>DOSSIER</b>	<b>p. 8-9</b>	<b>PREMIÈRES LIGNES</b>	<b>p. 10 à 13</b>	<b>CULTURE</b>	<b>p. 15</b>
<b>Éditorial</b> Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !	Mélenchon candidat, mais que peuvent en attendre les classes populaires ?	Hantavirus : comme un air de déjà-vu en matière de gestion des épidémies	Guerre en Iran : cessez-le-feu précaire, conséquences durables	<b>ALERTE, LA PLANÈTE PREND L'EAU !</b> Inondations et changement climatique : un avenir sombre et incertain	Interview Airbus Le retour de la valse des primes	Le personnel de l'université Paris-Nanterre en grève reconductible !	Livres · Films		
Orthographe toi-même !	Primaires or not primaires ?	Israël-Liban : la négociation sous les bombes	Israël-Liban : la négociation sous les bombes	<b>Un aménagement de classe pour une société de classe</b>	Nucléaire : inquiétudes pour les travailleurs d'Edvance	Grève de l'éducation à Grenoble : regrouper les secteurs face à l'austérité !	<b>NPA JEUNES-R</b>	<b>p. 16</b>	
Le Rassemblement national toujours prêt pour l'assistanat... des patrons !	Les profits de Total : Lecornu trouve ça normal	L'Union européenne et Israël : sanctions symboliques et poursuite des bonnes affaires	L'Union européenne et Israël : sanctions symboliques et poursuite des bonnes affaires	<b>Des compagnies d'assurances noyées... sous les profits</b>	Encore une fois, non au licenciement d'Alexandre !	Ehpad de Cancale : grève contre la dégradation des conditions de travail	Repas à un euro pour tous les étudiants : nouveau vernis social de Macron		
Médicaments anti-obésité : des piqûres miracles... pour les profits de Big Pharma !	Bassines de retenue d'eau : militants condamnés, exactions policières	Une guerre de Poutine en Ukraine qui n'en finit pas	Une guerre de Poutine en Ukraine qui n'en finit pas	<b>Tempêtes hivernales en France : les travailleurs en première ligne</b>	Grève dans les laboratoires de biologie médicale : une mobilisation réussie qui en appelle d'autres !		Première journée de mobilisation contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers		
Médias publics, au rapport !		Grande-Bretagne : défaite historique des travaillistes aux élections locales	Grande-Bretagne : défaite historique des travaillistes aux élections locales	<b>Déluges et crues en Asie du Sud et du Sud-Est</b>	Premier mai : les inspecteurs du travail dénoncent les pressions à leur rencontre	<b>VIE DU PARTI</b>	Guadeloupe : mobilisation des lycéennes contre une liste sexiste		
		8 mai 1945 : massacres et bombardements colonialistes en Algérie, bémis par l'ensemble du monde politique	8 mai 1945 : massacres et bombardements colonialistes en Algérie, bémis par l'ensemble du monde politique	<b>Inondations de Valence : une catastrophe qui n'a rien de naturel</b>	Aide sociale à l'enfance de Paris : une réorganisation qui ne passe pas	<b>p. 14</b>	Nouvelle grève lycéenne en Allemagne		
				<b>Face aux inondations, comment éviter le naufrage ?</b>	Limousin : « 3 petits cochons ça va, 1 200 bonjour les dégâts ! »	Présidentielles 2027 : le NPA-R s'engage dans une campagne ouvrière et révolutionnaire			

## »» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes richissimes. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards de profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes

### DES RÉPONSES SE MULTIPLIENT

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires. Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que comme des insultes et des provocations, et ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

### QUESTION DE PRIORITÉS

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- **400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !**
- **pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !**
- **interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !**

• 11/05/2026

## Ortograf toi-même !

Le ministre Édouard Geffray vient de trouver le remède universel aux problèmes dans l'éducation : « *L'acquisition du langage, c'est-à-dire de la capacité croissante à élaborer une pensée complexe, est notre premier objectif pédagogique, dans toutes les disciplines.* » Belle découverte !

Par « *acquisition du langage* », le ministre entend usage de la « bonne » orthographe. En conséquence, ses services planchent sur un barème destiné à enlever des points aux copies du brevet et du bac « *y compris [dans] les disciplines scientifiques, où l'orthographe n'était pas considérée comme prioritaire.* »

Ainsi l'orthographe française, ce maquis de règles le plus souvent impénétrables pour le commun des mortels, est, une fois de plus, érigée en critère d'intelligence et de culture. Mais qui oserait sérieusement prétendre, par exemple, que des langues proches du français comme l'italien ou le castillan ne seraient pas des langues de culture et que leur usage empêcherait « *d'élaborer une pensée complexe* », sous prétexte que leur orthographe est beaucoup plus simple, et plus logique, que celle du français ? En réalité, la complexité du français et de son écriture a été fixée dès le XVII<sup>e</sup> siècle par l'Académie française, à l'époque royale, un groupe de lettrés réactionnaires à mille lieues du souci de rendre la langue accessible, à une époque où l'immense majorité de la population était illettrée. La situation a depuis perduré.

Mais, en réalité, le ministre se fiche bien de l'orthographe. Il s'agit tout d'abord de montrer du doigt les enseignants. En effet, si le résultat est décevant, ceux qui enseignent sont forcément ceux qui enseignent mal... aux yeux du ministre et du public réactionnaire. Et surtout, de servir une diversion aux problèmes de l'Éducation nationale, qui sont bien réels, mais liés pour l'essentiel à la restriction des moyens.

Embauche massive de personnel dans l'Éducation, voilà la condition pour que les élèves puissent apprendre l'orthographe... et tout le reste !

MICHEL GRANDRY

## LECORNU : UNE POLITIQUE DE SOUTIEN INCONDITIONNEL AUX PROFITS DE GUERRE DE TOTAL

Le 29 avril, Total a annoncé 5 milliards d'euros de bénéfices trimestriels. Le géant pétrolier surfe sur la flambée des prix, dans le contexte de la guerre en Iran et du blocage du détroit d'Ormuz. Sur un an, les profits bondissent de 51 %, et les actionnaires ont immédiatement profité de cette manne avec une hausse des dividendes de 5,9 %.



Le même jour, au Sénat, le Premier ministre Lecornu est entré en scène. Petit frisson d'audace : « *S'il y a des résultats exceptionnels, ça pose la question d'une redistribution* », via un plafonnement plus « *généreux* » des prix à la pompe (actuellement limités par Total, par exemple à 1,99 euro par litre d'essence sans plomb et autour de 2,07 pour le gasoil). Mais il s'est aussitôt empressé de rassurer : surtout pas de « *Total bashing* » !

Car Lecornu se contente de mendier un petit geste commercial. Toucher aux profits, en revanche, il n'en est pas question. Le PDG de Total, Patrick Pouyanné, a d'ailleurs mis en garde : en cas de taxation des « *superprofits* » du groupe, il fera sauter le plafonnement consenti jusque-là : « *[Total] redistribue déjà* » grâce au plafonnement des prix. Une prétendue générosité qui mérite sans doute une médaille et quelques courbettes supplémentaires de Lecornu !

Si l'État décidait de taxer davantage Total, ça ne nous arracherait pas des larmes ! Mais la véritable solution serait l'augmentation immédiate des salaires. Et pourquoi pas leur indexation sur les prix du pétrole, quand ils sont à la hausse ?

MARTIN ERAUD

## RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 57 • 14 MAI 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,  
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION  
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66

## CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

### ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS ..... 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN  
12 MOIS ..... 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

### NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN ..... 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)  
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE  
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

# Médicaments anti-obésité : des piqûres miracles... pour les profits de Big Pharma !

Le 4 mai, deux des principaux fabricants de « traitements anti-obésité », Novo Nordisk et Eli Lilly, ont été sanctionnés par l'Agence nationale du médicament (ANSM) pour des publicités incitant à se tourner vers leurs produits, actuellement non remboursés par la Sécurité sociale.

Ils vont devoir payer respectivement 1,7 million et 108 000 euros d'amende pour avoir mené deux campagnes promotionnelles « grand public » pour inciter à la prise de leurs traitements basés sur l'injection régulière de molécules comme le sémaglutide, qui agissent comme des « coupe-faim » sur l'organisme humain en lui délivrant un message de satiété. Mais ces médicaments peuvent provoquer des nausées, des diarrhées et plus rarement des effets graves sur le système digestif. Du coup l'ANSM a décidé de ne l'autoriser en France que sur ordonnance d'un

médecin spécialiste en endocrinologie-diabétologie-nutrition. Ces traitements sont onéreux : entre 170 et 360 euros par mois pour le Wegovy produit par Novo Nordisk, entre 200 et 300 euros pour le Mounjaro d'Eli Lilly. Ceux-ci sont devenus en quelques années des stars sur les écrans et les réseaux sociaux, car les groupes qui les produisent consacrent des budgets record à leur promotion. Ainsi à l'été 2024, la publicité pour le Wegovy de Novo Nordisk était une des publicités les plus vues aux États-Unis après celle pour... Burger King !

Avec plus d'un milliard de personnes dans le monde atteintes d'obésité, dont 890 millions d'adultes, c'est un business King Size. En l'espace de trente ans, le taux d'obésité a plus que doublé chez les adultes et quadruplé parmi les jeunes. Une aubaine : ces traitements sont conçus pour être pris sur le long terme. Si l'on arrête, le poids revient. C'est un modèle

ment d'obésité (soit 10 millions de personnes, dont la majorité parmi les classes populaires). Franchir le cap du remboursement par la Sécu est donc un des objectifs des labos pour augmenter leurs ventes. D'un côté les grands groupes agro-alimentaires qui arrosent de sel et de sucre tout ce qu'on mange et inondent les supermarchés de produits ultra-transformés, de l'autre les groupes du médicament qui disent produire l'antidote... la boucle est bouclée.

« Dans l'épidémie d'obésité, qui frappe en premier lieu les classes populaires, ce qui est en cause, c'est le coût par rapport aux salaires de la nourriture de bonne qualité. »

Dans l'épidémie d'obésité, qui frappe en premier lieu les classes populaires, ce qui est en cause, c'est le coût par rapport aux salaires de la nourriture de bonne qualité - viande saine, légumes frais. Attaquer le problème à la racine, c'est donner les moyens - financiers, humains, culturels - de s'alimenter correctement.

économique parfait pour l'industrie pharmaceutique capitaliste : transformer un problème de santé publique en une rente mensuelle. Depuis 2022, le danois Novo Nordisk a battu des records de capitalisation boursière avant de se faire mordre les croupières par son principal concurrent américain Eli Lilly. En France, 48,8 % de la population est en surpoids ou en obésité, et 18 % souffre plus spécifique-

Une vraie médication, immédiate, contre l'obésité, ce serait l'augmentation de tous les salaires !

MARIE DAROUEN

## Médias publics, au rapport !

La sortie du rapport sur l'audiovisuel public, ou « rapport Alloncle » du nom de son auteur, a été approuvée par la commission parlementaire. La droite et l'extrême droite l'ont soutenu tandis que les macronistes se sont abstenus, « pour ne pas empêcher [sa] publication », dicit Gabriel Attal, en précisant que cela ne veut pas accord de fond. Oui, bien sûr !

Les médias publics sont déconnectés des préoccupations des Français. Charles-Henri Alloncle, élevé à Versailles, passé par Sciences Po Paris et HEC, startupper parisien avant d'être député de l'Hérault, est bien placé pour le savoir. Pendant les six mois d'existence de sa commission, il aura multiplié les effets de tribune, les embrouilles, les approximations, toujours rivé à son portable pour tweeter en direct les « révélations » dont il avait l'origine. Il a subi quelques remontrances, de beaux moments de solitude et s'est permis un ou deux caprices... bref, une vraie télé-réalité.

France 4 ou Le Mouv', ciao les divertissements notamment ceux de Nagui, l'animateur gentiment macroniste qui s'est retrouvé dans le collimateur du député-inquisiteur, ciao la culture, avec la disparition du double orchestre de Radio France ou des documentaires de France 5. Tout cet audimat et les recettes publicitaires qui vont avec doivent revenir aux médias privés.

Formatage : les journalistes de l'audiovisuel public, déjà pas bien énervés, seront soumis à un devoir de réserve strict, le même que pour les autres fonctionnaires, l'extrême droite étant, et c'est bien connu, le parti de la liberté d'expression. Sybille Veil, la patronne de Radio France, parle d'une mise au pas - et elle s'y connaît en la matière : c'est elle qui a licencié Guillaume Meurice il y a deux ans !

Derrière cette attaque contre les médias publics, la volonté est clairement de faire taire toutes les voix dissonantes et dissidentes. Mais si on décidait d'élever un peu le ton, nul doute qu'Alloncle et ses semblables cesseraient instantanément de japper.

Au-delà de l'ambition de son initiateur et de ses talents indéniables pour la mise en scène, cette commission avait pour objectif de mettre la réforme de l'audiovisuel public au centre du débat. Et c'est un succès. Le rapport Alloncle prévoit un mélange de privatisation et de formatage qui sert déjà de référence programmatique à l'extrême droite et qui pourrait inspirer le ou les futurs candidats du centre.

Privatisation : ciao les sports, les chaînes et stations orientées vers la jeunesse comme

BASTIEN THOMAS

### SUR LE MÊME SUJET



Voir aussi notre atelier → « Contrôle des médias par la bourgeoisie » de nos Rencontres d'été révolutionnaires 2025



**4<sup>e</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES**

**22 - 26 AOÛT 2026**

**DANS LE VAUCLUSE**

**Les inscriptions sont ouvertes !**

Fin août, le NPA-Révolutionnaires tiendra ses quatrièmes rencontres d'été révolutionnaires.

Le programme allie discussions politiques, débats sur l'actualité ou sur la situation économique, partages d'activités militantes dans les entreprises et la jeunesse, avec des exposés scientifiques, culturels et artistiques.

Suivre ce lien pour s'inscrire →



Pour toute demande, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse : [rencontres.ete@npa-revolutionnaires.org](mailto:rencontres.ete@npa-revolutionnaires.org)

## Mélenchon candidat, mais que peuvent en attendre les classes populaires ?

Mélenchon a donc annoncé, au JT de TF1 dimanche 3 mai, sa candidature à la prochaine élection présidentielle...

Depuis, la machine de propagande s'est évidemment mise en route pour renvoyer dos à dos Mélenchon et Le Pen-Bardella. Avec, derrière, la volonté d'isoler, de montrer du doigt l'électorat populaire qui soutient les militants de LFI pour exprimer son opposition à la politique anti-sociale et guerrière de la classe dirigeante. Nous sommes évidemment solidaires de cette opposition et ce n'est pas de ce point de vue-là que nous critiquons Mélenchon et la politique de LFI !

Mélenchon a tenu à justifier de se présenter une nouvelle fois : « Qui est-ce qui est le mieux préparé pour faire face à la situation qui arrive ? », « Nous entrons dans une saison très agitée de l'histoire du monde. » Certes, mais quelle est la réponse de Mélenchon ? Renforcer sa posture d'« homme d'État ». Dans une longue interview sur LCI le 8 mai, il n'a cessé de donner des coups de chapeau à « nos militaires dont je suis certain qu'ils vont faire leur devoir avec un haut niveau de technicité et de performance ». Le nationalisme de Mélenchon n'est d'ailleurs pas nouveau et sa dénonciation des propos nostalgiques de l'Algérie française d'un Retailleau ne va pas jusqu'aux confettis restants de l'empire colonial français : « Les Français doivent se donner tous les moyens de garantir la sécurisation de toutes leurs nombreuses frontières dans le monde », avait-il déclaré en mars 2025, en détaillant les « possessions » françaises. Questionné sur les deux soldats français de la Finul tués au Liban, il a martelé, sur un ton guerrier : « Alors, moi président, [...] je dirai : Je vous préviens. Là où nous mettons des militaires sous casque bleu, qui nous frappe sera frappé. » Déplorant l'absence d'intervention de la Finul, il relate goulument son entretien avec un de ses responsables, « un [général] français [...], un homme tout à fait exceptionnel ».

Tous ceux qui placent leurs espoirs de changement social dans l'élection de Mélenchon devraient s'interroger sur cette posture de chef de guerre, sur cette proximité affichée avec la hiérarchie militaire. Mélenchon se réclame d'ailleurs, par rapport aux États-Unis et à la Chine, de « la ligne gaullo-mitterrandienne ». Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es...

Mélenchon se pense donc le mieux placé. Mais pour faire quoi ? Dans sa *Lettre au peuple français* du 5 mai dernier, il se désole du « déclin du pays sur la scène internationale », se dépêche de lancer la « formule » publicitaire de sa campagne : la « nouvelle France ». Mais, concernant les problèmes vitaux des travailleurs, la formulation reste vague : « Nous voulons le progrès social par les salaires, le temps libéré, la qualité du travail salarié, l'autonomie dans sa vie, l'émancipation des femmes. » Une formulation qui pourrait être reprise quasiment à l'identique par tous les candidats tant elle n'engage à rien.



Et quand bien même Mélenchon se ferait plus précis : par quel moyen ce « progrès social » arriverait-il ? Par le bon-vouloir des patrons auxquels Mélenchon aurait fait la leçon ? La bourgeoisie se ferait sociale d'un seul coup, par la vertu des discours mélenchonniens, par la vertu de la Constitution de cette sixième république promise ? Qui peut croire pareil conte de fées ?

Des travailleurs, des jeunes placent leurs espoirs en Mélenchon. Mais c'est une illusion. La gauche institutionnelle au pouvoir ? Guy Mollet en 1956 : intensification de la guerre d'Algérie. Mitterrand en 1981 ? Tournant thatchérien de la rigueur dès 1983. Jospin en 1997 ? Abandon des travailleurs de Renault-Vilvorde : « L'État ne peut pas tout »... Hollande en 2012 ? Un quinquennat catastrophique pour les travailleurs qui s'est terminé par la loi Travail... et a propulsé Macron.

Mais Mélenchon et LFI représentent une rupture avec cette gauche-là, objecteront certains. Des caractérisations qui ont déjà été faites en Grèce, avec Syriza, ou en Espagne, avec Podemos. On a vu ce que cela a donné !

Alors nous disons à tous les sympathisants et militants de LFI : l'illusion, c'est espérer que le changement auquel ils aspirent viendra du vieux routier de la social-démocratie qu'est Mélenchon, qui se dit toujours admiratif de Mitterrand et a été un ancien bras droit, et ministre, de Jospin.

À l'heure où, du Sri-Lanka à Madagascar, en passant par le Bangladesh et le Népal, de nombreux peuples se soulèvent, la seule chose que Mélenchon n'évoque pas, c'est regarder du côté de la lutte de classe. Les révolutionnaires, eux, ne comptent que là-dessus.

JEAN-JACQUES FRANQUIER

## BASSINES DE RETENUE D'EAU : CONDAMNATION DES MANIFESTANTS MAIS EXONÉRATION DES FORCES DE L'ORDRE

Amicale pour le débâchage permanent du Poitou, organisation inconnue jusque-là, a revendiqué avoir saboté deux bassines le 8 mai, l'une dans la Vienne et l'autre dans les Deux-Sèvres. Ils entendent « envoyer un message clair à l'État, aux collectivités et aux entreprises. [...] Il n'y aura pas de répit tant que les bassines sont en état de marche ».

Ces bassines sont des retenues d'eau destinées à pallier les risques de sécheresse afin d'alimenter de grosses installations de l'industrie agro-alimentaire : elles sont dénoncées parce qu'il s'agit d'un accaparement de l'eau qui pose des problèmes environnementaux et à de nombreux agriculteurs. La réserve visée dans la Vienne concerne un élevage de poules pondeuses que les propriétaires ont prévu de faire passer de 200 000 têtes à 325 000.

La veille, Julien Le Guet, le porte-parole de Bassines non merci a été condamné par la cour d'appel de Poitiers à six mois de détention à son domicile pour sa participation aux manifestations contre la mégabassine de Sainte-Soline en 2023. Quant à l'enquête sur les exactions des pelotons de gendarmes qui y avaient procédé à des tirs tendus de grenades lacrymogènes, faisant 200 blessés, dont 40 grièvement - deux d'entre eux avaient dû être placés dans le coma -, elle ne semble pas aboutir aussi rapidement...

THIERRY FLAMAND

## PRIMAIRES OR NOT PRIMAIRES ? LÀ EST LEUR QUESTION...

L'annonce de la candidature de Mélenchon a pris tout le monde de vitesse parmi les seconds couteaux des organisations de la gauche parlementaire qui patinent depuis des mois dans leur propre borborygme des primaires. Et hop ! voilà un nouveau drama au sein de la direction du PS, une re-poussée du col de Hollande, des jérémiades de Marine Tondelier, une leçon de « démocratie » de la part de Ruffin... Glucksmann, lui, la joue solo depuis longtemps : de toute façon, il n'est pas à gauche.

Tous sont en réalité coincés par deux pôles bien marqués : Le Pen-Bardella au Rassemblement national, et Mélenchon à LFI. Tous sont convaincus que Le Pen, ou son remplaçant Bardella, sera présente au second tour. Leur problème est donc d'arriver devant Mélenchon pour avoir une chance d'emporter le duel...

En attendant, tous ces politiciens tournent en rond comme des poissons dans un bocal, ressassant leurs « différences ». Sans intérêt.

M. D.

## LE RASSEMBLEMENT NATIONAL TOUJOURS PRÊT POUR L'ASSISTANAT... DES PATRONS !

Lors de son meeting du 1<sup>er</sup> mai à Mâcon, Le Pen a dénoncé « un assistanat endémique, entretenu et encouragé » par le système actuel et les « profiteurs d'en bas ».

Certains y voient un revirement idéologique, par l'abandon d'une posture qui se voudrait sociale au profit d'un positionnement ouvertement libéral et pro-patronal. Ce n'en est rien de nouveauté, comme en atteste la position du RN contre l'augmentation du Smic et son soutien à toutes les attaques contre le droit à la retraite.

Le RN saisit toutes les occasions de montrer au patronat qu'il peut compter sur lui pour gouverner au service de ses seuls intérêts. Le déjeuner de Bardella le 20 avril avec le bureau exécutif du Medef en était une. L'adoption, le 5 mai dernier à l'Assemblée nationale, du projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales avec les votes des députés macronistes, de la droite et de l'extrême droite en est la dernière manifestation : une loi anti-pauvres, qui prévoit de suspendre le versement des allocations chômage pendant trois mois en cas d'« indices sérieux » de fraude... et permet donc de couper immédiatement tout revenu sans preuve ! Une loi qui interdit également le renouvellement d'arrêts de travail délivrés par téléconsultation et qui suspend les droits à l'assurance-maladie en cas de « simple suspicion de fraude », donc à nouveau sans preuve.

La réalité, c'est que, loin de frauder les aides sociales, de nombreuses personnes y ayant droit ne les touchent même pas : selon la dernière étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), publiée le 6 mai dernier, environ 560 000 foyers éligibles au RSA ne le perçoivent pas, par manque d'informations sur leurs droits. Quant aux plus de 211 milliards d'aides publiques aux entreprises, dont des « indices sérieux » permettent de dire qu'elles servent juste à s'enrichir sans créer aucun emploi, aucun serviteur de la bourgeoisie ne les remet en cause.

LYDIE GRIMAL

## HANTAVIRUS

# COMME UN AIR DE DÉJÀ-VU EN MATIÈRE DE GESTION DES ÉPIDÉMIES

Huit personnes, dont trois sont décédées, ont été contaminées par un virus de rongeurs à bord d'un navire de croisière. L'affaire rappelle qu'en coupant les financements de la recherche et de la santé, les capitalistes sont les premiers responsables d'un risque épidémique.

Un virus peu connu du grand public qui se transmet de l'animal à l'homme, une transmission entre humains par voie respiratoire, des cas contacts qui portent la maladie sans la déclarer, un risque important de décès chez les malades... Nous ne sommes pas en mars 2020, à l'apparition du virus responsable du Covid-19, mais bien en mai 2026. Malgré l'ampleur de la dernière pandémie, peu de choses semblent avoir changé dans la gestion des risques épidémiques.

Cinq jours après avoir quitté Ushuaïa, un premier cas d'infection s'est déclaré à bord du *MV Hondius*, affrété par la compagnie néerlandaise Oceanwide Expeditions et parti d'Argentine le 1<sup>er</sup> avril. Son décès a été annoncé le 11 avril par le capitaine du navire qui précisait que « ses problèmes de santé ne sont pas contagieux », sans indiquer la nature de la maladie. Des propos proches du déni, qui rappellent ceux des gouvernements lorsque les premiers cas de Covid-19 ont atteint les pays impérialistes.

On a vite appris que ce virus, l'hantavirus andin, a pour hôte naturel des rongeurs d'Amérique du Sud, notamment le rat nain des rizières à longue queue. Il se transmet à l'humain par contact direct avec les animaux ou, plus probablement, avec leurs excréments. Une fois chez l'homme, il se transmet par les voies aériennes et attaque les voies respiratoires, avec un risque de mortalité pouvant aller jusqu'à 50 % selon l'épidémiologiste Raul Gonzalez Ittig, cité par *Le Monde*.

Très vite, le déni a laissé place à la fébrilité chez les dirigeants quand a ressurgi la crainte de revivre une nouvelle pandémie. Après s'être renvoyés la balle pour savoir qui accueillerait le navire, ils ont déployé l'artillerie lourde : tenue complète de protection, désinfection, protocole d'isolement des malades... L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a beau indiquer que le risque de contamination est « modéré », on ne peut s'empêcher de penser que, de toute façon, la



LE MV HONDIUS AU PORT DE GRANADILLA, LE 10 MAI 2026.

première réaction des autorités est toujours de minimiser le risque.

Car la solution pour éviter et anticiper les épidémies est connue depuis longtemps : investir dans la recherche et la santé. Dans un entretien au journal *Le Monde*, le virologue Gustavo Palacio, spécialiste des hantavirus, rappelle que « si nous ne nous inquiétons pas suffisamment, [...] nous ne demanderons pas à nos autorités [...] d'investir pour nous protéger contre ce type de risques ».

Ce sont pourtant bien ces autorités qui sont responsables, en fermant les yeux sur les négligences sanitaires des patrons, en laissant proliférer le commerce d'espèces sauvages au bénéfice des plus riches, en entassant des animaux dans des grandes exploitations, et en rognant sur les fonds de l'université et de l'hôpital. Pendant ce temps, les risques de pandémie sont toujours plus élevés.

SIMON COSTES

## Guerre en Iran : cessez-le-feu précaire, conséquences durables

Le week-end des 9 et 10 mai, Trump a parlé de « très bonnes discussions » et affirmé qu'un accord était « très possible »... avant de qualifier de « totalement inacceptable » la contre-proposition soumise par les dirigeants iraniens concernant la fin du conflit.

### EN HAUT : MENACES ET NÉGOCIATIONS

Ceux-ci rejettent le démantèlement des installations nucléaires, tout en proposant une dilution partielle de leur uranium enrichi et son transfert vers un pays tiers. Ils exigent en échange la levée immédiate des sanctions pétrolières, le déblocage des avoirs gelés, la fin du blocus naval, le rétablissement de leur contrôle sur le détroit d'Ormuz et un cessez-le-feu sur tous les fronts, y compris au Liban. Le guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, aurait ordonné à son commandement militaire de poursuivre les opérations et de se préparer à une confrontation.

Quant à Netanyahu, il affirme toujours qu'Israël n'autorisera pas l'Iran à reconstituer son programme de missiles balistiques, ni à retrouver une capacité d'enrichissement nucléaire, en menaçant d'une riposte « que l'Iran ne peut même pas imaginer ».

En attendant la reprise des pourparlers, les prix du pétrole ont bondi de 5 % lundi 11 mai.

### EN BAS : CHÔMAGE ET MISÈRE

En Iran, la guerre pèse toujours sur les classes populaires : entre 2 000 et 3 500 morts, de 12 000 à 20 000 blessés, des destructions massives d'infrastructures qui, avec la perturbation des routes commerciales et les coupures d'Internet, entraînent des fermetures d'entreprises, un chômage de masse et des salaires impayés. Même si la guerre ne reprenait pas, la reconstruction pourrait prendre dix à quinze ans, avec des conséquences sociales durables.

Alors que l'inflation a dépassé 50 % en mars - et atteint 112 % pour l'alimentation -, des millions d'emplois sont menacés. Le patronat en profite pour ne pas renouveler des contrats précaires et pour recourir à la sous-traitance<sup>1</sup>. L'État, lui, en profite pour renforcer la répression, exécuter des prisonniers du soulèvement de l'hiver dernier, écraser les mobilisations syndicales et les contestations.

Guerre impérialiste, guerre sociale : notre classe est toujours en première ligne.

JEAN-BAPTISTE PELÉ

## Israël-Liban : la négociation sous les bombes

À quelques jours des négociations entre Israël et le gouvernement libanais qui doivent s'ouvrir les 14 et 15 mai à Washington, le président libanais Joseph Aoun et son Premier ministre Nawaf Salam ont demandé aux dirigeants américains de faire pression sur Israël pour « mettre fin aux attaques et violations persistantes, en vue de consolider le cessez-le-feu ». Car, de cessez-le-feu, officiellement entré en vigueur sous la houlette des États-Unis depuis le 17 avril, il n'y a en réalité pas, et l'armée israélienne continue à bombarder.

Le bilan des frappes israéliennes depuis mars, se monte à au moins de 2 869 morts et plus de 8 000 blessés (selon les chiffres officiels), dont une quarantaine de morts depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Il faut ajouter plus d'un million de déplacés, des villages du Sud-Liban rasés et des quartiers de Beyrouth détruits. Cessez-le-feu ou pas, négociation ou pas, l'armée israélienne continue dans le Sud-Liban à lancer ses ordres d'évacuation juste avant de venir raser un nouveau village. C'est une large zone tampon, peut-être future zone de colonisation, qu'Israël entend se tailler dans le sud du pays vidé de sa population.

Les jérémiades des deux chefs de l'exécutif libanais auprès de Trump pour qu'il bride un peu son protégé ont peu de chance d'être suivies d'effet. Joseph Aoun, issu de

la droite chrétienne libanaise, et son Premier ministre, censé représenter les autres communautés, à l'exception de la communauté chiite, dénoncent non pas Israël, mais le Hezbollah et l'Iran comme responsables de « la guerre des autres sur le sol libanais ». Mais signer un accord avec Israël ou même une réelle trêve semble bien difficile. D'autant que le troisième homme du pouvoir, président du Parlement et ministre des Finances, chef du parti chiite Amal (proche mais concurrent du Hezbollah dans la communauté) refuse de « négocier sous le feu ».

Les bombardements menés par Israël au Liban avec l'aval des États-Unis, mais aussi l'objectif de la France qui préférerait qu'Israël modère ses élans pour donner le temps et les moyens à l'armée libanaise d'écraser elle-même les troupes du Hezbollah, pourraient bien réveiller les flammes de la guerre intercommunautaire libanaise.

La révolte sociale qui avait explosé au Liban en 2019-2020 et s'en était prise à tous les partis qui se partageaient le pouvoir avait de quoi offrir une tout autre perspective, que la guerre actuelle étouffe.

OLIVIER BELIN

1. Voir le bulletin de l'organisation Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran, *Écho d'Iran*, n°30, 5 mai 2026 sur le site iran-echo.com

# Une guerre de Poutine en Ukraine qui n'en finit pas, au bonheur de capitalistes de tous pays !



La petite phrase de Poutine, affirmant que la guerre en Ukraine « touche à sa fin » n'est pas passée inaperçue – bonjour le cynisme ! Bonjour celui de Trump aussi, qui s'est payé le luxe d'annoncer un cessez-le-feu temporaire entre Russie et Ukraine (peu respecté d'ailleurs) à l'occasion des festivités des 8 et 9 mai de fin d'une Seconde Guerre mondiale où les populations d'Union soviétique (dont Russes, Ukrainiens et bien d'autres) ont laissé leur peau par millions contre l'hitlérisme fasciste. Mais la guerre continue en Ukraine, dans sa cinquième année. Les missiles de Poutine visent les populations civiles. En retour l'armée ukrainienne vise des sites énergétiques russes.

**P**outine, au prix de lourds sacrifices imposés à la population, persiste et signe dans ses visées impérialistes. Il persiste aussi dans son obsession à maintenir l'ordre impérialiste contre tous ceux qui contestent son pouvoir, avec une certaine fébrilité à l'approche d'élections en Russie, qu'il s'apprête à gagner en redoublant de mesures répressives. Des milliers d'opposants à sa politique sont en exil, d'autres en prison ou en camp. Nous continuons à dire : « Hors d'Ukraine, les troupes russes ! »

Trump prétend faire œuvre de paix par un retrait affiché d'une bonne partie de l'aide américaine à l'Ukraine, mais après avoir pris soin d'imposer à Zelensky un « contrat » pour s'assurer de la mainmise sur les richesses minières du pays. Si les grandes puissances occidentales, dont la France de Macron, alliées dites historiques des États-Unis, se disent dépitées par le lâchage américain, leurs marchands de canons Dassault ou Rheinmetall peuvent se féliciter que l'alliance militaire de l'Otan continue de pousser à des dépenses militaires de 5 % des PIB, afin que l'Europe finance l'engagement militaire ukrainien. Cela n'a rien à voir avec l'intérêt des classes populaires ukrainiennes qui paient tragiquement le prix de cette guerre, mais tout avec les carnets de commande des marchands d'armes européens et américains (auxquels les Européens achètent beaucoup).

Quant à Zelensky, sa politique est de plus en plus agressive contre des classes populaires où il capture littéralement de la chair à canon. Les capitalistes ukrainiens dont il est le serviteur, de leur côté, deviennent les rois du drone. L'Ukraine en fabrique et en exporterait vers les pays du Golfe. Au détriment de l'Ukraine qui en serait privée ? Non, car ça rapporte, donc ça aiderait à produire davantage d'armes et à mieux se défendre.

Guerre sans fin, profits capitalistes sans fin... c'est la situation contre laquelle les travailleurs et les peuples de tous les pays doivent s'unir et se dresser.

MICHELLE VERDIER

## L'UNION EUROPÉENNE ET ISRAËL : SANCTIONS SYMBOLIQUES ET POURSUITE DES BONNES AFFAIRES

**L**undi 11 mai, les 27 pays de l'UE se sont entendus pour brandir la menace de sanctions contre les organisations soutenant les nouvelles opérations de colonisation israélienne en Cisjordanie : les potentiels avoires dans l'UE de quatre organisations de colons extrémistes coupables de violence seraient gelés ; leurs responsables interdits d'entrer dans les pays de l'Union. Ce serait une grande avancée que seul le gouvernement d'extrême droite hongrois, qui vient de chuter, bloquait jusque-là et que même la très réactionnaire Meloni d'Italie a entérinée. C'est dire que ça ne va pas bien loin.

Quant à l'idée un peu plus osée de suspendre les accords d'association entre les pays de l'UE et Israël, elle n'a pas été retenue : on peut refuser quelques passeports, mais surtout aucun contrat d'affaires !

Le même jour, l'armée israélienne menait des raids dans les localités de Beita et Odala au sud de Naplouse et celles de Birzeit et Kobar près de Ramallah dans cette Cisjordanie officiellement palestinienne, où les colonies continuent à s'implanter avec l'aide de l'armée qui intervient pour terroriser la population et l'obliger à fuir avant que des bulldozers ne viennent raser leurs maisons.

OLIVIER BELIN

## Grande-Bretagne : défaite historique des travaillistes aux élections locales

**L**es élections locales du 7 mai ont marqué un recul spectaculaire du Parti travailliste, qui passe de 2 564 conseillers à 1 068. En Angleterre, sur les 5 000 sièges à pourvoir, le Labour en perd plus de 1 400. Et, même s'il en gagne 1 000 par ailleurs, il se fait largement distancer par le parti d'extrême droite Reform UK, qui passe de 2 à près de 1 500 élus et prend le contrôle de 14 conseils locaux, alors que, jusqu'à maintenant, il était inexistant à ce niveau.

Au pays de Galles, bastion traditionnel travailliste, ce sont les autonomistes du parti Plaid Cymru qui ont été à deux doigts de remporter la majorité des sièges avec 43 élus sur les 96 que compte le parlement régional. En Écosse également, les indépendantistes font carton plein en obtenant 58 sièges, presque la moitié des 129 sièges qui étaient à pourvoir. Là encore, le Parti travailliste a perdu 4 sièges et, avec 17 députés seulement, il se retrouve au coude à coude avec Reform UK.

C'est sans doute une des premières fois dans l'histoire du pays qu'un tel recul des travaillistes ne profite pas aux conservateurs qui reculent aussi, de 1 364 à 801 conseillers. Ils se placent désormais derrière les centristes du Parti libéral démocrate (834 élus). Quant aux Verts, avec 587 élus (contre 146 auparavant), ils connaissent une belle progression, la plus importante de leur (brève) histoire.

Ce sont surtout eux qui marquent des points contre les travaillistes en remportant par exemple certains quartiers populaires de la capitale, comme Hackney, Lewisham, Waltham Forest ou Haringey, ou en distançant largement le Labour dans des villes ouvrières comme Newcastle ou Bolton, près de Manchester.

Le Parti travailliste paye la politique anti-ouvrière menée par le Premier ministre, Keir Starmer, dans la foulée du tournant droitier qui a écarté de la tête du parti Jeremy Corbyn, le leader de la gauche travailliste. Une bonne partie de

l'électorat travailliste traditionnel s'est volatilisé, certains de ses électeurs se laissant séduire par la campagne anti-migrants de Reform UK, alors que d'autres prêtaient une oreille aux Verts qui ont insisté dans leur campagne sur des thèmes sociaux comme la défense du pouvoir d'achat, le droit au logement, la taxation des plus riches ou la dénonciation des attaques du gouvernement contre le service national de santé, voire les handicapés. Ils ont été aussi les seuls parmi les grandes formations politiques à défendre les Palestiniens, ce qui a eu un impact certain, notamment dans les quartiers à forte population issue de l'immigration.

Ces élections laissent un pays électoralement plus morcelé que jamais et marquent sans doute la fin du bipartisme qui, pendant des décennies, a vu conservateurs et travaillistes se succéder au gouvernement pour mener la politique voulue par la bourgeoisie.

Mais, là encore, il a manqué un parti capable de défendre véritablement les intérêts des travailleurs et des plus démunis, non seulement sur le terrain, mais aussi dans les urnes.

JEAN LIÉVIN



KEIR STARMER



IMAGE : FRANCE TV

# Vers une nouvelle Françafrique ?

Samedi 25 avril, le groupe djihadiste GSIM assassinait le ministre malien de la Défense. Le lendemain, la ville de Kidal (au nord du pays) était prise par l'alliance du GSIM et du Front de libération de l'Azawad (FLA, mouvement séparatiste touareg). Au centre même du pays les troupes du GSIM s'imposent, vivant de rançon sur la population. Elles se trouvent maintenant aussi aux portes de la capitale, Bamako, dont elles bloquent les accès. Les troupes du colonel Goïta, au pouvoir depuis 2020, ainsi que l'Africa Corps russe, auquel le régime malien avait fait appel pour les soutenir, semblent incapables d'enrayer leur offensive.

« Si l'indépendance officielle [du Mali] a mis un terme au pillage colonial direct, l'économie malienne est restée dominée par la France. »

sommet d'une Françafrique nouvelle mouture. « Je n'ai jamais pris l'Afrique francophone comme étant un pré carré », a gloussé Macron. Comprendre : la vieille Françafrique est morte, celle dont la France s'est fait en partie déloger au Mali, au Burkina Faso, au Niger... Vive la nouvelle Françafrique : il y a du pétrole, de l'or, du coltan et de multiples minerais en vogue à puiser dans les ex-colonies des autres, là où les rapaces de l'industrie française ont pris quelque retard.

Macron, dimanche dernier, a osé en conclure que les autorités maliennes n'ont pas pris « la meilleure décision » en exigeant le départ de l'armée française, qui y a combattu une insurrection djihadiste jusqu'en 2022. Mais s'il est un pays dont le chaos actuel est un exemple de l'héritage colonial français, c'est bien le Mali ! Si l'indépendance officielle a mis un terme au pillage colonial direct, l'économie malienne est restée dominée par la France, qui a soutenu tous les régimes corrompus pour les profits des Bouygues et des Bolloré. Les opérations militaires françaises Serval et Barkhane ont été menées de 2013 à 2022, prétendument pour enrayer le développement de groupes séparatistes armés : mais ceux-ci n'ont recruté que grâce à la misère due au pillage, dans ces pays où les découpages ont été tracés à la règle entre colonisateurs au mépris des peuples.

## CONCURRENCE ENTRE PRÉDATEURS

« Africa Forward », c'est le nouveau nom donné par Macron à la politique africaine de la France à l'occasion de son arrivée à Nairobi, au Kenya, à l'est du continent. Tout sourire, il s'est dandiné au milieu de quelques danseuses africaines accompagnant la cohorte de politiciens et leurs gardes du corps pour l'ouverture du

C'est le cas au Congo (ex-belge) et à sa frontière avec le Rwanda où Macron, à l'automne dernier, tentait de se glisser en médiateur, aux côtés des États-Unis, dans une guerre encore pire que celle du Mali entre les cliques militaires qui contrôlent les mines, et où TotalEnergies est devenu actionnaire de la construction d'un important barrage hydro-électrique. C'est le cas au Mozambique (ex-colonie portugaise), où Total a mis en route un colossal projet d'exploitation de gaz. Et au Kenya (ex-empire britannique), même s'il est moins riche en ressources, où le nombre d'entreprises françaises est passé de 35 en 2012 à 140 aujourd'hui, dans l'énergie, l'agroalimentaire ou l'hôtellerie. La compagnie maritime CMA-CGM a profité du sommet pour signer un contrat d'implantation d'un terminal portuaire pour grand porte-conteneurs au port kenyan de Mombasa, sur l'océan Indien.

23 milliards d'euros de nouveaux investissements en Afrique, promet Macron. Combien de milliards de dividendes prévus en retour ? Un des prédateurs impérialistes déménage, dont le pillage a engendré et engendre toujours la misère et les guerres que connaît l'Afrique.

OLIVIER BELIN

# 8 mai 1945 : massacres et bombardements colonialistes en Algérie, bénis par l'ensemble du monde politique

Le 8 mai 2026, Macron a envoyé la sous-ministre française des Armées, flanquée du nouvel ambassadeur de France à Alger, assister à la commémoration à Sétif du massacre de 1945 par les colons et les troupes françaises. Un acte de contrition bien hypocrite, pour relancer des relations diplomatiques – et commerciales ! – quelque peu freinées ces derniers temps entre les deux États.

Le 8 mai 1945 à Paris, on fête la fin de la guerre, la victoire sur l'hitlérisme et le fascisme selon les « alliés ». L'impérialisme français, qui a composé avec l'Allemagne sous la houlette du maréchal Pétain, a sa carte de rechange du côté des vainqueurs derrière le général réactionnaire de Gaulle, qui s'est trouvé une caution populaire en ralliant le Parti communiste. Cette fête de la victoire est loin d'être celle des travailleurs et des peuples sur le dos desquels les vainqueurs des deux blocs se repartagent le monde.

Le 8 mai 1945 en Algérie en est l'illustration tragique. Dans l'Algérie colonisée, l'apparition de drapeaux et slogans en faveur de la liberté et de l'indépendance dans des manifestations de la population arabe et kabyle déclenche une flambée d'hystérie colonialiste. À Sétif, Guelma, Kerrata et bien d'autres villes ce jour-là et les suivants, c'est le même scénario : des tirs meurtriers en réponse à l'aspiration à l'indépendance. La colère en retour fait plusieurs dizaines de morts chez les « Européens », mais c'est la population algérienne qui subit un véritable massacre. Des milices de colons s'organisent pour tuer, fusiller en masse, raser des villages. Avec le feu vert et le soutien de l'armée française, de ses troupes, de son aviation, contre une population pauvre, affamée et avide d'émancipation. Cette guerre a fait 45 000 morts, même si les responsables français qui ont fini par reconnaître du bout des lèvres leurs crimes des décennies plus tard, ne parlent « que » de 10 000 morts.

À la catastrophe humaine s'ajoute la catastrophe politique pour le mouvement ouvrier. Car, à cette époque, le Parti communiste français est au gouvernement. Le ministre de l'Aviation, responsable des bombardements, Charles Tillon, est membre de son bureau politique. « Il faut, tout de suite, châtier impitoyablement et rapidement les organisations de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute », écrit l'*Humanité*. Négation totale des revendications sociales et nationales algériennes qui pourtant, à l'époque, par les voix du bourgeois Ferhat Abbas ou du leader plus radical Messali Hadj, sont encore conciliantes, même si elles valent à leurs auteurs la résidence forcée ou la prison.

Si la lutte pour l'indépendance des pays colonisés ne s'est menée que sous des directions politiques souvent courageuses mais nationalistes petites-bourgeoises – en Algérie celle du FLN qui s'est imposé peu après à la Toussaint 1954 –, c'est, entre autres, parce que les massacres de Sétif et Guelma ont scellé dans le sang la fracture entre le mouvement ouvrier en France (dont le PCF usurpait le monopole) et les peuples opprimés. Après qu'en 1936, déjà, le Front populaire avait assumé la politique colonialiste de l'impérialisme français.

MICHELLE VERDIER

Dossier

# Alerte, la planète prend l'eau !

→ En 2021, l'Organisation météorologique mondiale expliquait dans son rapport que le nombre de catastrophes naturelles avait été multiplié par cinq depuis cinquante ans. Ouragans, tempêtes, inondations, sécheresses et canicules deviennent à la fois plus fréquents et plus intenses, à cause de l'aggravation du changement climatique.

La question des inondations montre d'ailleurs que le problème n'est pas uniquement le changement climatique : la population fait les frais des choix des capitalistes dans l'organisation même des villes. Les conséquences des inondations sont systématiquement aggravées, et de nombreux dégâts humains et matériels tout à fait évitables ne sont pas anticipés ni empêchés. Que ce soit en France, en Espagne ou, à fortiori, dans des pays pauvres comme le Bangladesh ou le Pakistan, l'actualité montre qu'il y a urgence à changer en profondeur la société pour éviter les prochains désastres. Des désastres prévisibles, mais qui ne pourront être évités que si la population, aidée des scientifiques, décide à la place des irresponsables à la tête de l'État et des conseils d'administration.

ROBERT KLIMT

## UN AMÉNAGEMENT DE CLASSE POUR UNE SOCIÉTÉ DE CLASSE

Si une partie de la pluie s'infiltré dans le sol à son arrivée, l'autre ruisselle, pouvant provoquer des inondations directement ou indirectement (par débordement de cours d'eau par exemple). Cette séparation entre infiltration et ruissellement dépend des propriétés du sol, la végétation et la biodiversité y jouant un rôle important. Dans leur interaction constante avec l'environnement, nos sociétés modifient ces propriétés, notamment avec le développement anarchique des villes et la course au profit dans l'agriculture.

### UNE URBANISATION POUR LEURS PROFITS...

Dictée par les profits, l'agglomération de la main-d'œuvre à proximité des usines et des bureaux, le développement d'infrastructures pour soutenir l'échange toujours plus important de marchandises, la construction de nouveaux complexes industriels et commerciaux, conduisent à une imperméabilisation des sols. Un exemple marquant outre-Atlantique concerne les inondations qui ont suivi l'ouragan Harvey en 2017. Le surplus de précipitations imputé au changement climatique n'a fait que démultiplier les effets néfastes de l'urbanisation irrationnelle dans le bassin de Houston qui, à elle seule, est responsable d'une augmentation de plus de 50 % en moyenne des débits dévastateurs<sup>1</sup> !

En plus de l'imperméabilisation des sols, les zones humides sont aménagées et le tracé des rivières est redessiné artificiellement, ne permettant plus au surplus temporaire d'eau de trouver des zones propices à ce débordement, le temps qu'il s'écoule dans l'océan. Ce ne sont pas des lois dites « zéro artificialisation nette » qui nous sauveront : les députés ont déjà voté cette année « d'assouplir » la trajectoire pour permettre la construction de projets industriels « d'intérêt national » !

Cette artificialisation irrationnelle, s'appuyant amplement sur le béton et le bitume, augmente chaque année : rien qu'en Europe, ce sont 48 m<sup>2</sup> d'espaces naturels et agri-

coles qui sont ainsi urbanisés<sup>2</sup> à chaque seconde. C'est sûr, les patrons du béton se frottent les mains : avec une production annuelle en hausse exponentielle, leurs actionnaires s'assurent un avenir radieux... pour eux !

Du côté de l'agriculture, les champs sont regroupés, supprimant les haies et la végétation capable de ralentir les ruissellements et de permettre à l'eau de s'infiltrer. C'était le sens de la politique de remembrement agricole en France dans la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle.

### ... QUI EXPOSE LES PLUS PRÉCAIRES !

Cette amplification des inondations s'accompagne d'un accroissement de l'exposition des classes populaires se retrouvant en première ligne. Les logements dans les zones inondables sont moins chers (de 10 % en Occitanie<sup>3</sup>), offrant la possibilité à une partie des moins aisés d'accéder à la propriété. Les assurances se font un malin plaisir de profiter de cette exposition pour augmenter leurs marges (via des suppléments de tarif importants, comme aux États-Unis ou bien le recours à l'État pour financer les pertes comme en France).

BAPTISTE MARLEAU

## Inondations et changement climatique : un avenir sombre et incertain

Contrairement à ce que racontent les climato-sceptiques de tous poils, à commencer par Trump, les scientifiques spécialistes du climat se montrent très prudents lorsqu'il s'agit de prédire l'évolution des inondations dans les décennies à venir.

Et pour cause : une inondation est par définition un phénomène extrême, très localisé dans l'espace et dans le temps, en clair ce qu'il y a de plus éloigné des valeurs moyennes simulées par les modèles climatiques.

Les rapports du Giec sur le sujet, qui font la synthèse des connaissances scientifiques, sont d'abord passés au crible des experts, mais ensuite approuvés au consensus par toutes les délégations - y compris celles des pays producteurs de pétroles, etc. - lors des COP, ces grandes messes diplomatiques pour le climat. C'est dire le caractère « mesuré » des mots choisis dans ces rapports.

Avec toutes ces pincettes, le Giec explique dans son rapport spécial sur les « événements extrêmes »<sup>1</sup> que, là où les inondations sont liées à un mécanisme précis et bien compris, comme en Méditerranée avec les « épisodes méditerranéens », ce qui est attendu est que les inondations deviennent sinon plus fréquentes, en tout cas plus violentes, et qu'ailleurs, le dérèglement s'annonce tel que l'on ne sait parfois même pas dire vers où il nous entraîne.

Une inondation est un événement où les facteurs économiques, sociaux et politiques s'entremêlent avec les aspects plus strictement naturels. Dans les autres articles de ce dossier, on voit comment le capitalisme, par le truchement de l'urbanisme, la désorganisation de l'État ou la rapacité des assurances, transforme une inondation en catastrophe sociale. Le capitalisme affecte aussi l'ensemble des facteurs naturels, entre autres via un changement brutal du climat depuis les dernières décennies, avec des répercussions inconnues, mais plutôt pessimistes sur les inondations.

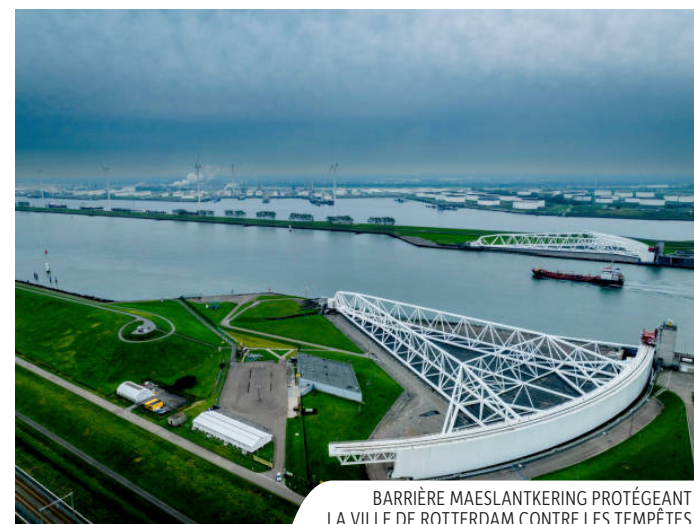
MARIANNE SYZKO

1. [www.ipcc.ch/report/managing-the-risks-of-extreme-events-and-disasters-to-advance-climate-change-adaptation](http://www.ipcc.ch/report/managing-the-risks-of-extreme-events-and-disasters-to-advance-climate-change-adaptation)

1. [iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ab5234](https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ab5234)

2. [www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2025/10/01/visualisez-le-betonnage-a-grande-echelle-de-la-nature-europeenne\\_6643818\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2025/10/01/visualisez-le-betonnage-a-grande-echelle-de-la-nature-europeenne_6643818_4355770.html)

3. [www.inrae.fr/sites/default/files/pdf/4-pages\\_prix\\_hedoniques\\_inondations\\_2022.pdf](https://www.inrae.fr/sites/default/files/pdf/4-pages_prix_hedoniques_inondations_2022.pdf)



BARRIÈRE MAESLANTKERING PROTÉGÉANT LA VILLE DE ROTTERDAM CONTRE LES TEMPÊTES

## Des compagnies d'assurances noyées... sous les profits

« **N**otre mission quotidienne en tant qu'assureurs c'est de réparer le monde réel » : à croire les déclarations de Florence Lustman, présidente du syndicat patronal France Assureurs en mars 2026, les compagnies d'assurances seraient militantes de la cause écologique. Pourtant, en ce qui concerne les catastrophes naturelles, pour les capitalistes, il s'agit davantage de « préparer les profits » que de réparer le monde réel.

En 2025, Axa, Allianz et Generali, réalisaient 22 milliards d'euros de profits, 184 milliards depuis 2016. Tout content de faire de l'argent sur la peur et le malheur des gens, le patron d'Axa, Thomas Buberl, se félicitait ainsi : « En 2025, [...] notre activité d'assurance dommages a affiché des résultats exceptionnels. » De quoi mieux assurer les travailleurs face aux aléas ? Non, bien au contraire. Embrouilles administratives, non-reconnaissance des dommages, hausses des cotisations, tout est bon pour soutirer de l'argent. Le coût des assurances habitation a grimpé de 7 % en 2024, de 10 % en 2025 selon l'UFC-Que choisir. Mais, surtout, les contestations des compagnies d'assurance pour éviter d'indemniser les clients touchés par des aléas climatiques ont été multipliées par cinq en 2023-2024. Non seulement il faut payer plus, mais les assurances n'ont aucun scrupule à se défausser et créer des difficultés, parfois graves, à des milliers de sinistrés.

### POUR L'ÉTAT : PRIORITÉ AUX PROFITS

Tous ces profits se font avec la complicité de l'État qui se préoccupe plus du profit de ses assurances que de la sécurité de la population. Les assurances sont elles-mêmes réassurées par le système « Cat-Nat » chargé de compenser l'absence de couverture de « phénomènes naturels d'intensité exceptionnelle » - où le montant des indemnités à couvrir serait trop important pour les « pauvres » assurances. Comme dans un casino, la maison gagne toujours...

Malgré tout, le 24 avril, la Cour des comptes expliquait que les assurances devaient se préparer à une « banalisation d'événements jugés aujourd'hui exceptionnels ». Sans cette réassurance payée par la population, le plus probable est que les assurances refusent d'assurer dans les zones trop risquées. Priorité aux profits donc, et tant pis pour les sinistrés.

JACQUES BONHOMME

## TEMPÊTES HIVERNALES EN FRANCE : LES TRAVAILLEURS EN PREMIÈRE LIGNE

L'hiver dernier a connu quarante jours de pluie consécutifs, soit la série la plus longue jamais enregistrée par Météo-France. Triste record lorsque l'on sait que les sols saturés de pluie, ou rendus imperméables par l'artificialisation galopante, ont favorisé un enchaînement d'inondations dévastatrices : crues, submersions marines, remontées de nappes phréatiques, etc.

Entre janvier et février 2026, pas moins de trois tempêtes (*Go-retti, Nils, Pedro*) ont touché l'ouest et le sud de la France. Alors que l'État accourt au chevet des « entreprises sinistrées », ce ne sont pourtant pas les patrons qui sont en première ligne mais bien les travailleurs qu'ils exploitent. Comme ce chauffeur routier mort écrasé par un arbre tombé sur son véhicule pendant la tempête *Nils*. Ou cet électrotechnicien qui, la même nuit et de la même façon, a été écrasé alors qu'il avait été appelé en urgence pour réparer une panne dans son usine.

## Déluges et crues en Asie du Sud et du Sud-Est

**1** 300 morts l'hiver dernier en Asie du Sud-Est entre novembre et décembre du fait d'inondations meurtrières en Indonésie, au Sri Lanka, en Thaïlande et en Malaisie. Sur la seule île de Sumatra, en Indonésie, 900 000 personnes ont dû être évacuées du fait des crues et glissements de terrains, phénomènes aggravés par la déforestation pour l'exploitation des mines et les plantations de palmiers à huile des capitalistes locaux. Ces épisodes sont de plus en plus réguliers, les pluies torrentielles de la mousson sont aggravées par le changement climatique et exposent presque un milliard de personnes aux inondations en Asie du Sud et du Sud-Est, la région la plus touchée au monde<sup>1</sup> selon la Banque mondiale.

Au Pakistan en 2022, 33 millions de personnes avaient été touchées et une partie du pays transformée en véritable lac laissant les habitants sans abri ni eau potable ou électricité. Au Bangladesh, la situation est telle que la quasi-intégralité des 170 millions d'habitants est menacée sous les effets de la montée des eaux et des crues du Gange-Brahmapoutre.

J. B.

1. [documents1.worldbank.org/curated/en/669141603288540994/pdf/People-in-Harms-Way-Flood-Exposure-and-Poverty-in-189-Countries.pdf](https://documents1.worldbank.org/curated/en/669141603288540994/pdf/People-in-Harms-Way-Flood-Exposure-and-Poverty-in-189-Countries.pdf)



INONDATION AU PAKISTAN



## Inondations de Valence : une catastrophe qui n'a rien de naturel

**L**e 29 octobre 2024, des pluies torrentielles ont provoqué en quelques heures d'énormes inondations dans la région de Valence. Alors que l'alerte rouge avait été donnée par l'agence d'État de météorologie et que les risques de fortes pluies étaient connus plusieurs jours, ni le gouvernement autonome de la région, ni le gouvernement central n'avaient pris la menace au sérieux. Carlos Mazón, président du gouvernement autonome de Valence, et le gouvernement PSOE-Sumar de Madrid se renvoyaient la balle de la responsabilité de gestion en cas d'inondation.

Résultat, l'alerte aux habitants n'a été donnée que plusieurs heures après le début de l'inondation. Beaucoup de travailleurs n'avaient pas non plus eu l'autorisation de rentrer chez eux et se sont retrouvés bloqués sur leurs lieux de travail. Au total, plus de 230 personnes ont perdu la vie dans cette catastrophe, qui est loin d'être « naturelle » : l'urbanisation des terres agricoles environnantes a empêché celles-ci de jouer un rôle tampon pour le ruissellement des eaux. De plus, Carlos Mazón, pour faire des économies, avait réduit les moyens des services d'urgence.

Pour dénoncer cette lamentable gestion de la crise, les habitants ont manifesté par centaines de milliers après l'inondation pour demander justice et réparation. Pour comble, ce sont les habitants eux-mêmes qui sont venus de tout le pays prêter main-forte aux rescapés pour enlever les décombres et leur porter secours, les services de l'État étant complètement submergés.

JEAN EINAUGIG

## Face aux inondations, comment éviter le naufrage ?

**L'**organisation capitaliste de la société crée sans cesse les conditions de ces catastrophes, qui n'ont de naturelles que le nom : en amont, en détruisant l'environnement et, en aval, en laissant les habitants sinistrés livrés à eux-mêmes. Une gestion de la ville respectueuse de l'environnement et de ses habitants supposerait une planification à long terme, en envisageant toutes les conséquences potentielles des choix. Comme dans la santé, mieux vaut prévenir que guérir. Cela suppose dépasser l'horizon borné des capitalistes qui se limite à quelques années voire à quelques mois. Leur devise, c'est, comme toujours : « *Après moi le déluge !* »

Pour combattre ces catastrophes, il faudrait également organiser l'aménagement du territoire à une échelle qui ne soit pas uniquement celle d'un quartier ou même d'une ville. Les décisions prises à l'échelle d'une ville donnée ont, de fait, des conséquences sur celles qui se situent en aval du même fleuve, et les solutions choisies à un endroit peuvent aggraver les problèmes ailleurs. Il est impossible de changer en profondeur l'organisation des villes tant qu'on se soumet aux lois du marché et du profit, qui font obstacle à la planification.

Pourtant les connaissances et la bonne volonté ne manquent pas, que ce soit celles des scientifiques (écologues, géographes), des spécialistes en urbanisme ou des associations de riverains. D'ailleurs, de nombreux projets de prévention

des inondations existent déjà dans des métropoles importantes, en France et dans d'autres pays, qui prouvent qu'il est possible de vivre à côté des fleuves sans les polluer ou mettre en danger les habitants. Cela passe notamment par la végétalisation des zones autour des fleuves, par des dispositifs qui s'adaptent mieux à la forme des cours d'eau, qui permettent à la fois de mieux absorber l'eau des pluies et de limiter les dégâts des crues. Mais ce n'est pas pour le moment une politique systématique et les méthodes habituelles de bétonisation restent la norme. Les moyens manquent également, dans un contexte de coupes budgétaires et de quête effrénée de réduction des coûts du côté des capitalistes. C'est encore plus flagrant dans des pays sous-développés.

Non seulement la population ne peut compter que sur elle-même en cas de catastrophe, mais elle ne peut faire confiance qu'à ses mobilisations pour empêcher les prochaines, avec l'aide des spécialistes. La qualité de la vie est en cause partout. C'est un enjeu de vie ou de mort pour les millions d'habitants des pays les plus exposés qui risquent du jour au lendemain de tomber dans le dénuement le plus complet à cause de catastrophes tout à fait évitables.

ROBIN KLIMT

Interview



AIRBUS

## Les travailleurs réclament le fruit de leur travail !

Interview de Guillaume, ouvrier sur la chaîne d'assemblage (FAL) A350 à Toulouse.

**Mercredi 6 mai, les équipes de soir à Airbus ont débrayé sur de nombreux postes, rejointes par l'équipe du matin le jeudi. Peux-tu nous raconter ce débrayage assez inédit à Airbus ?**

La colère a éclaté suite à l'annonce de la direction d'une prime de participation pour 2025 de 2 057 euros, soit 2 400 euros de moins que l'an dernier. Cette prime est censée être calculée sur les résultats de l'entreprise et c'est ça qui choque les collègues : en 2025, ce sont 5,2 milliards de bénéfices net qui ont été réalisés par Airbus, en hausse de 23 %. Le salaire de base à l'embauche chez Airbus, c'est 2 000 euros brut pour les ouvriers. Beaucoup comptent sur les primes, en particulier les jeunes. Quand on nous répète qu'on doit se donner à 200 % pour que l'entreprise fasse de bons résultats, beaucoup de collègues tiennent en se disant que les primes seront au rendez-vous et que ça vaudra le travail fourni, la pression subie, les horaires décalés, les charges lourdes, etc.

**Comment est-ce que cela s'est passé concrètement sur ton poste ?**

Mercredi soir, l'information s'est vite répandue, de vive voix ou par les boucles WhatsApp. L'envie de faire quelque chose aussi. Dans mon équipe, quand on a vu l'ambiance ailleurs, on a eu envie d'en être et de lancer quelques invitations. On s'est retrouvés le soir-même à une cinquantaine, peut-être un peu plus, avec des collègues des postes de toute la FAL. Ça a fait sortir de leur lit les représentants de FO, venus à 22 heures pour se justifier de la situation. Le lendemain dans l'équipe du matin, un peu plus d'une centaine de collègues ont fait descendre les RH pour les obliger à se justifier.

**Quel premier bilan de ce premier jour ? Quelles sont les suites ?**

La direction a essayé d'être conciliante, les responsables ont dit avoir « entendu » notre colère et qu'ils rediscuteraient avec les syndicats représentatifs, pour ensuite appeler à la reprise du travail. « L'entente syndicale »<sup>1</sup> espère négocier une prime de partage qui compenserait le montant de la prime de participation. Alors mes collègues vont-ils accepter les montants qui seront proposés et cette tentative de calmer le jeu ? En tout cas, ils continuent à mettre la pression. Il faut maintenant pousser pour que la mobilisation continue et s'amplifie. Et, à un moment ou à un autre, il faudra se mettre en grève. Parce que si on veut faire reculer la direction sur la prime, voire sur le reste, il n'y aura pas 36 000 autres moyens pour le lui imposer.

1. À Airbus, le trio FO, CFE-CGC, CFTC se fait appeler « l'entente » et accompagne la volonté de la direction dans ses réformes.

Retrouvez l'interview complète sur notre site :



# LE RETOUR DE LA VALSE DES PRIMES

Avec la bien relative (en train de repartir à la hausse depuis le blocage du détroit d'Ormuz !) baisse de l'inflation, on voit le retour de la tactique patronale des primes, pour tenter d'apaiser la colère des travailleurs à l'issue des NAO. Les patrons disposent d'un arsenal législatif pour les « distribuer » – prime de partage de la valeur, d'intéressement, de participation – auquel s'ajoutent des primes moins encadrées par les textes. Avec toutes le même objectif : ne pas réellement augmenter les salaires.

## PRIME DE MISÈRE

Car, si elles peuvent représenter plusieurs mois de salaire, les primes ne restent qu'une fraction de ce que patrons et actionnaires ont extirpé aux salariés. L'intérêt pour le patron, c'est donc de ne pas la pérenniser sous forme de salaire, et d'extirper aussi l'accord des syndicats qui se laissent convaincre. Autre intérêt garanti, ces primes sont exonérées de cotisations sociales. Elles sont donc très conformes à la propagande de l'extrême droite sur la différence entre le brut et le net, qu'elle voudrait réduire : une attaque directe contre la fraction du salaire « différé » qui remplit des caisses dont on nous fera payer ensuite le déficit...

## MISÈRE DES PRIMES

Ce que les patrons appellent « intéressement », c'est une prime qui est supposée associer les travailleurs aux bénéfices de l'entreprise, obtenus par des « gains de productivité » : « absentéisme », « accidentologie », « pénalité », toute une novlangue de DRH. Mais, d'une part, ces gains ne sont donc pas nécessairement le résultat de l'introduction de techniques nouvelles, mais de l'intensification du travail. Et, d'autre part... seul le patron est juge ! Un prétendu partage de ces gains, en réalité dus à une plus grande exploitation et qui devraient, soit ne pas exister pour la santé des travailleurs, soit leur revenir, sous forme de salaire ou de diminution du temps de travail. Même si ces primes sont contraintes par des textes de lois, c'est vraiment l'arbitraire patronal qui décide *in fine* qui perçoit quel montant. Les salariés n'ont donc aucun intérêt à promouvoir ces primes, qui varient en fonction de critères aléatoires et d'une année sur l'autre. Quand leurs baisses provoquent la colère des travailleurs, il faut alors revendiquer l'intégration de toutes les primes aux salaires, en plus de l'augmentation de ceux-ci.

PHILIPPE CAVÉGLIA

## Nucléaire : inquiétudes pour les travailleurs d'Edvance

Née en 2017 sous le patronage d'EDF (80 %) et de Framatome (20 %), Edvance est une entreprise d'ingénierie, en charge du design global des nouvelles centrales (Hinkley Point C en Angleterre, Flamanville 3 et le projet EPR2 en France), qui a servi de grand centre de formation à bas coût. Dans le contexte international de relance du nucléaire, il était plus rentable pour

les deux sociétés mères de créer une entreprise où les salariés n'avaient ni les grilles de salaire, ni les avantages d'EDF ou de Framatome.

Au sein d'Edvance, ce sont des salariés d'EDF ou de Framatome mis à disposition qui occupent tous les postes importants, les « petites mains » sont réparties entre salariés d'Edvance et prestataires. Or le rythme de recrutement, en chute depuis quelque temps, laisse dubitatif quant à la pérennité de l'entreprise. Dans ce contexte, l'annonce récente du projet « Évolution », consistant à rapatrier une partie du projet EPR2 chez Framatome, alors que les projets en Angleterre et à Flamanville touchent à leur fin, ne peut qu'apparaître comme un pas de plus vers la liquidation complète d'Edvance.

Au vu des profits record du secteur, il y a de quoi soulever la colère des 4 000 salariés qui ne sont employés ni par Framatome ni par EDF et sont menacés de faire les frais de l'opération.

CORRESPONDANT



## Encore une fois, non au licenciement d'Alexandre !

En avril dernier, Pelico - entreprise de logiciels industriels - a tenté de licencier Alexandre, le représentant de section syndicale Solidaires-Informatique. Il avait osé dénoncer la collaboration de l'entreprise avec un fabricant d'armes américain lié à l'État génocidaire d'Israël.

La direction a demandé le licenciement de ce salarié protégé, qui a été refusé par l'inspection du travail puis le ministère. Mais la direction veut se débarrasser de ceux qui l'empêchent de faire des affaires avec la vie des Gazaouis. Elle conteste donc au tribunal administratif le refus de licenciement du ministère, mais elle a aussi entamé une deuxième procédure de licenciement. Plus que jamais, il faut affirmer que le soutien au peuple palestinien n'est ni un délit, ni un motif de licenciement !

CORRESPONDANT



## GRÈVE DANS LES LABORATOIRES DE BIOLOGIE MÉDICALE : UNE MOBILISATION RÉUSSIE QUI EN APPELLE D'AUTRES !

Le 4 mai dernier, des grèves ont été organisées dans les laboratoires de biologie médicale, qu'il s'agisse de grands groupes ou de laboratoires indépendants. Cet appel intersyndical a rencontré un très fort écho un peu partout : infirmières, secrétaires et techniciens de labo se sont retrouvés sur des piquets de grève devant leur lieu de travail. Une lutte coordonnée partout en France pour revendiquer des hausses de salaire de 15 %, des embauches et une amélioration des conditions de travail. À Albertville, les salariés en grève ont organisé une marche pour aller à la rencontre des salariés de l'hôpital public de la ville.

De plus en plus de laboratoires sont rachetés par des fonds d'investissement qui suppriment des emplois, imposent des réorganisations et surexploitent les salariés restants. Il faut savoir que la biologie médicale représente un marché d'environ 10 milliards d'euros, dont près de 8 milliards financés par la Sécurité sociale. Une véritable poule aux œufs d'or, au détriment des salariés, mais aussi des patients. Les trois quarts des

salaires ne dépassent pas le Smic et la pénibilité des conditions de travail est telle que de nombreux salariés, en *burn out*, doivent se mettre en arrêt maladie. Quant aux logiques de concentration des activités d'analyses, à coups de fusion des plateaux techniques, de fermetures totales ou partielles des labos, elles contribuent à la désertification médicale à l'œuvre dans de nombreux territoires.

Face au succès annoncé de la grève, les patrons des labos avaient tenté les coups de pression, notamment par des réquisitions totalement injustifiées : à la différence du monde hospitalier, les laboratoires ne sont pas concernés par l'obligation de continuité des soins... car ils n'assurent pas de soins !

Suite à cette journée de grève, les organisations patronales sont passées des 0,3 % d'augmentation de salaire initialement proposés à 1,8 %. Mais le compte n'y est toujours pas et la réussite de cette première mobilisation ne peut que donner confiance pour continuer la lutte.

CORRESPONDANT

## Versalis Mardyck (Nord) : « Pas le même bleu, mais le même camp, celui des travailleurs »

Le 28 avril à six heures, des salariés de l'entreprise GT Logistics, sous-traitant de Versalis, se sont mis en grève à l'usine pétrochimique de Mardyck, près de Dunkerque. Les salariés ont pris cette décision à la suite d'une convocation à entretien préalable remise à un collègue, pour une « sanction pouvant aller jusqu'au licenciement », accompagnée d'une mise à pied. Selon des salariés de l'usine, une responsable de GT Logistics reprocherait à ce travailleur d'avoir osé lui tenir tête ! Voilà qui en dit long sur l'ambiance délétère entre travailleurs et petits chefs dans cette entreprise...

La grève a duré une dizaine d'heures avant de faire reculer la direction qui a finalement annulé la menace de licenciement. Mais les grévistes se disent tout de même vigilants quant à la situation du collègue menacé.

CORRESPONDANT



La CGT Versalis a publié un tract pour annoncer son soutien et appeler tous les travailleurs de l'usine à être solidaires du débrayage de ceux de la sous-traitance. Une bonne initiative, car les attaques subies par notre classe sont les mêmes partout et nécessitent la mobilisation la plus large, dépassant le « boîte par boîte » ou « service par service ».

# Premier mai : Les inspecteurs du travail dénoncent les pressions à leur encontre

Le 27 avril une cinquantaine d'agentes et d'agents de l'inspection du travail en Isère et leurs soutiens se sont rassemblés devant la DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités), à l'appel de Sud-TAS (travail affaires sociales), pour dénoncer de graves atteintes à l'indépendance de l'inspection du travail, dont des contrôles du 1<sup>er</sup> mai entravés et une agression de la direction de l'inspection du travail en Isère.

Alors même que le projet visant à autoriser certains artisans de faire travailler les salariés le 1<sup>er</sup> mai a été rejeté par les macronistes eux-mêmes, le gouvernement a affirmé que les boulangers et les fleuristes verbalisés n'auront pas à payer d'amende.

Face à ce mépris, les travailleurs et travailleuses de l'inspection du travail ont voulu rappeler à toutes les entreprises et aux salariés que, le 1<sup>er</sup> mai, les employeurs ne sont pas autorisés à faire travailler leurs salariés. Mais ces courriers se sont fait intercepter par la direction et, lorsque trois agentes et agents sont venus demander des explications, elle a refusé tout échange, jusqu'à ce que le directeur de la DDETS agresse un agent en tentant de le faire sortir de son bureau par la force.

Alors que le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses, est un jour chômé et payé durant lequel les employeurs ne peuvent pas faire travailler leurs salariées, le gouvernement entretient volontairement le flou et tente même de passer en force pour banaliser le travail le 1<sup>er</sup> mai, en envisageant déjà d'étendre ces dérogations à d'autres secteurs.

### RETOUR SUR UN COUP DE COM' QUI SENT L'ENFUMAGE

1<sup>er</sup> mai 2026, 4 heures : les premiers salariés de la boulangerie Le Pétrin dauphinois, à Domarin, commencent leur journée. En ce jour chômé-payé, ils auraient « choisi », et de manière totalement libre, de venir au travail. Ce n'est ni le paternalisme ambiant dans les magasins, ni les salaires mangés par l'inflation, ni encore la peur des repréailles qui les ont



poussés à sacrifier un jour de repos payé. La preuve ? Leur patron, M. Amieux, leur a fait signer un papier qui le dit !

8 h 30 : des inspecteurs du travail font savoir à M. Amieux qu'il est dans l'illégalité et qu'il risque une amende. Il ne l'ignorait pas, mais il s'en fiche un peu. Depuis des années qu'il exploite ses salariés le 1<sup>er</sup> mai, ce n'est pas en 2026 que ça va changer...

12 h 10 : M. Amieux, par ailleurs président de la fédération des boulangers locale, intervient par téléphone sur RMC, radio officielle du petit patronat pleurnicheur. M. Amieux a quatorze salariés, ce n'est pas vraiment un « petit », mais qu'importe, il déroule : « Ça ne me fait pas peur [...], le Premier

ministre a été clair que, s'il y avait des amendes, on ne les paierait pas. »

Juste après son passage radio, le Premier ministre l'appelle et lui confirme qu'il n'aura aucune sanction. Ce petit numéro est à la fois un coup de com' et un coup monté qui fait passer un gros boulanger pour la petite victime d'une vilaine tradition ouvrière. Il n'avait qu'un seul but : faire accepter un recul sur un jour qui doit rester celui des travailleurs !

CORRESPONDANTS

# Aide sociale à l'enfance de Paris : une réorganisation qui ne passe pas

L'aide sociale à l'enfance est souvent décriée : situations de violences ou négligences sont mises en avant. Mais on connaît moins les conditions de travail : sous-effectif chronique, surcharge de travail, stress intense, heures supplémentaires à n'en plus finir. À Paris, comme dans les autres départements, les travailleurs et travailleuses de ces services sont soumis à des cadences infernales tout en ayant la responsabilité d'être garant du bien-être des enfants, « placés » par un juge des enfants, malgré très peu de moyens adaptés.

Régulièrement, la direction des Solidarités réorganise le travail dans ces services déjà fragilisés. En 2024, une grève a éclaté dans l'ensemble de ces services après que la quasi-totalité des collègues de l'un d'eux aient été absents pour arrêt

maladie. Alors, quand peu après, la direction a annoncé une réorganisation ajoutant des missions d'évaluation des signalements d'enfants en danger, l'inquiétude a régné. En effet, malgré 47 créations de postes annoncées, tout le monde sait que ça ne suffira pas

Depuis début 2026, des réunions syndicales de la CGT ont permis de réunir des dizaines de collègues de plusieurs services, incluant le service social scolaire, également concerné par cette réorganisation. En l'absence d'évaluation de la charge de travail et des conditions de cette réorganisation, et devant la certitude que les moyens sont sous-évalués et que tout le monde va trinquer, une date de mobilisation a été votée pour le 2 juin.

Alors que les salariés du social dans l'associatif sont appelés à la grève le 26 mai, on peut regretter que le mouvement de l'ASE en soit décorrélé, puisque ça se base sur les mêmes constats et revendications. Mais il reste possible de participer aux deux journées de grève et d'appeler à construire l'unité dans la lutte, public, privé et bien au-delà.

Que ce soit à l'ASE, à la Poste ou à l'usine, c'est bien par un mouvement d'ensemble du monde du travail qu'on en finira avec l'exploitation par des patrons ou des directions qui priorisent les profits ou les économies sur notre dos.

FLORA MORAND

## Crise du social et plans de licenciements : la grève du 26 mai en perspective

12 000, c'est le nombre de postes déjà supprimés dans le secteur associatif en France, sans compter les structures en cours de liquidation judiciaire à l'image de la Sauvegarde de l'adolescence dans le Tarn ou encore celle du plan de redressement mis en œuvre pour les établissements de la fondation de la Croix Saint-Simon.

Si les conséquences sont dramatiques pour les personnes accueillies par ces associations ce sont aussi plusieurs centaines de travailleurs qui perdent leur emploi alors que 30 000 postes sont à ce jour vacants.

Face à tout ça, les batailles se multiplient : dans le Tarn pour préserver les postes, dans les centres de formation de Marseille et Toulouse pour les conditions de travail, etc. Le début 2026 a été marqué par la victoire des éducateurs de rue de Loire-Atlantique après trois mois de grève reconductible. Les collègues se lèvent aussi contre la répression comme à Grenoble en avril, ou en Haute-Vienne. La CGT de l'Association des paralysés de France appelle à la grève prochainement contre son employeur. Autant de batailles qui auraient mérité une unité d'action.

Le 26 mai prochain, l'intersyndicale du secteur appelle à la grève sans la CGT suite aux accords signés entre la CFDT et le patronat. Celui-là même qui organise le démantèlement



du secteur et bloque toute négociation sur les salaires au profit du passage en force de son projet de convention collective unique.

Reste aux travailleurs du social de se saisir de l'arme de la grève pour défendre leurs revendications. C'est l'objectif de la commission de mobilisation du travail social IDF, construire la grève dans tous les services et toutes les structures, converger pour défendre collectivement tant les conditions de travail que d'accompagnement.

ALBA IRAULTZA

## LIMOUSIN : « 3 PETITS COCHONS ÇA VA, 1 200 BONJOUR LES DÉGÂTS ! »



Nous nous sommes retrouvés à plus de 400 lors d'une marche et d'un pique-nique pour dénoncer un projet de porcherie industrielle près du lac de Vassivière (23) samedi 9 mai.

Un élevage de 1 200 porcs, sur caillebotis, avec épandage du lisier sur 300 hectares alentour, donc pollution de la terre et de l'eau pour l'ensemble du territoire et de ses lacs. On sait que le phosphore et l'azote du lisier vont contribuer en quelques années à la prolifération irréversible de cyanobactéries et cyanotoxines dans le lac de Vassivière, 1 000 hectares au cœur du plateau des Millevaches (c'est-à-dire des 1 000 sources) : danger pour la santé humaine, pour les animaux domestiques ou d'élevage. Donc à terme, interdiction de pêche, baignade, activités nautiques, une menace directe pour les emplois liés au tourisme et à l'agriculture non intensive.

Après la Bretagne, va-t-on laisser continuer cette fuite en avant ?

Les deux agriculteurs qui portent ce projet sont pilotés par le groupe Cirhyo, plus gros producteur français de porcs, hors Bretagne, qui fournira les porcelets et assurera la commercialisation (notamment dans les rayons charcuterie de Carrefour Market et de Lidl).

Ces usines d'élevage (porcs et volailles le plus souvent), ça veut dire des traitements antibiotiques, de la souffrance animale, des aliments importés, de la pollution, et des éleveurs complètement dépendants de la firme avec qui ils sont en contrat. La FNSEA défend ces élevages industriels qu'elle prétend indispensables pour nourrir la population à un prix abordable.

C'est ce modèle agricole capitaliste que la grande distribution et l'agro-industrie ont construit dans leur course au profit à tout prix, au mépris des paysans, des consommateurs et de notre environnement !

CORRESPONDANT

## Un an de lutte pour les MNA de Rouen

Il y a un an, le collectif des jeunes mineurs non-accompagnés (MNA) de Rouen installait une dizaine de tentes devant la préfecture de Rouen. Le campement de fortune allait durer deux mois, jusqu'à ce que la municipalité de Rouen accepte, sous la pression de la lutte, de loger une quinzaine d'entre eux durant tout l'été au centre Colette Yver, puis prenne en charge à l'automne le paiement de nuitées d'hôtel pour ceux qui restaient sans solution.



Au fil des mois, certains jeunes ont enfin été reconnus mineurs par l'ASE (Aide sociale à l'enfance), d'autres ont quitté la ville, les autres sont toujours dans l'impasse : ni pris en charge par les structures d'accueil du département de Seine-Maritime, ni scolarisés, ils sont en situation de grande détresse, voyant approcher avec angoisse leur 18<sup>e</sup> anniversaire sans avoir eu possibilité de fréquenter un établissement scolaire ou de rentrer en apprentissage. La nouvelle rectrice de Normandie, certes moins méprisante que la précédente, a juste concédé l'ouverture pour quelques-uns d'un dispositif d'accueil de quelques heures par semaine au CIO (Centre d'information et d'orientation) pour la fin de l'année scolaire, mais aucune garantie pour la suite...

Le collectif et tous ses soutiens appellent à un rassemblement « anniversaire » mercredi 20 mai à partir de 16 heures devant la préfecture. Il faudra y être nombreux. Le préfet, le président du département, la rectrice de l'académie de Normandie devront y être dénoncés au même niveau, car tous complices du racisme d'État qui condamne ces jeunes à la rue et à la précarité à vie.

CORRESPONDANTE

Interview



## EHPAD DE CANCALE : GRÈVE CONTRE LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le 7 mai, le personnel de l'Ehpad de Cancale s'est mis en grève à l'appel du syndicat Sud et rassemblé devant l'entrée de l'établissement, soutenu par d'autres soignantes et soignants venus de l'hôpital de Saint-Malo dont dépend l'établissement. Entretien avec Katia qui travaille depuis 27 ans dans cet Ehpad.



### Pourquoi ce coup de colère ?

Depuis la fusion de l'Ehpad dans le groupe hospitalier Rance Émeraude (qui regroupe les hôpitaux de Saint-Malo, Cancale et Dinan), notre situation n'a pas cessé de se dégrader. Le principal problème est le manque de personnel. Nous sommes 120 et il faudrait au moins un agent de plus par service pour remplacer les congés d'été et prendre en charge correctement les résidents. Nous courons sans arrêt. L'équipe de nuit se retrouve par exemple à quatre pour s'occuper de 120 patients, un par secteur de trente personnes. Beaucoup de collègues craquent. Il y a de plus en plus d'arrêts maladie qui ne sont pas remplacés. À l'approche de l'été, nous sommes tous et toutes très inquiets. Nous avions auparavant droit à trois semaines de vacances consécutives. Ça risque d'être limité à deux, avec une souplesse réduite pour choisir la période. On travaille déjà un week-end sur deux et on nous supprime des week-ends de repos.

### Les conditions de vie des résidents s'en ressentent-elles ?

On fait tout ce qu'on peut pour limiter les répercussions de cette politique d'économies systématiques, mais c'est impossible. Quelques exemples. Certains résidents prennent leur repas dans leur chambre, d'autres, les plus mobiles, préfèrent le restaurant qui est un lieu de convivialité, mais, avec le manque de personnel, on a été obligé de fermer le restaurant le soir. Pour le petit-déjeuner, nous ne sommes pas assez nombreuses pour aller les chercher. Auparavant, les résidents avaient droit tous les dimanches à des croissants frais ; maintenant, ce sont des pains au lait industriels. Idem pour les apéros, il n'y a plus de choix, uniquement du pétillant.

Et l'Ehpad commence à être vétuste : comme à l'hôpital de Saint-Malo, il y a des fuites dans les plafonds lors des fortes pluies. Pour les réparations, il y avait deux agents d'entretien permanents et ils les ont supprimés. Il faut donc faire appel à la maintenance de l'hôpital de Saint-Malo et c'est toute une procédure, bon à remplir, travail administratif en plus...

### Que dit la direction ?

Du bla-bla. Elle parle de « dialogue social » devant les journalistes, mais on ne la voit quasiment pas. Elle n'est plus sur place. Si un mouvement n'arrive pas à les faire céder, le risque c'est que pas mal de personnes se découragent et cherchent la solution en changeant de métier. Ça fait 27 ans que j'exerce ce métier et je l'aime, mais c'est très déprimant de ne pas pouvoir répondre aux attentes. On travaille avec des êtres humains, pas avec des boîtes de conserve.

## Grève de l'éducation à Grenoble : regrouper les secteurs face à l'austérité !

Mardi 5 mai s'est tenue une grève à l'appel de l'assemblée générale de l'éducation à Grenoble. Cette date fêtait l'anniversaire de la lutte des écoles du quartier de la Villeneuve, qui s'étaient mises en grève et mobilisées pour plus de moyens l'année dernière.

### FAIRE DISCUTER ET SE COORDONNER LES SECTEURS ATTAQUÉS PAR L'AUSTÉRIÉ

Une cinquantaine de grévistes étaient réunis le matin en assemblée générale contre les attaques : manque d'AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), de remplaçants, dispositifs qui ne répondent pas aux besoins, comme le dispositif « Respire » qui extrait les élèves dits « difficiles » des classes au lieu de réduire les effectifs...

À Grenoble, ce sont seize classes qui sont fermées dans le primaire, tandis que 4 000 postes vont être supprimés à l'échelle nationale. Dans le secondaire, ils suppriment des heures qui permettaient d'accompagner les élèves en effectif réduit, quand ce ne sont pas des divisions qui ferment, surchargeant les autres.

Une délégation de l'AG du travail social en lutte de Grenoble, des travailleurs de la mairie, ainsi que des étudiants étaient également présents.

### « DU POGNON POUR L'ÉDUCATION, PAS POUR LES CANONS ! »

L'après-midi, environ 200 personnes se sont rassemblées pour manifester à Grenoble. En plus de dénoncer des condi-



tions de travail et d'accueil qui se dégradent dans l'éducation, des travailleurs sociaux et des étudiants présents ont dénoncé les attaques contre l'accompagnement des jeunes ainsi que celles visant les frais d'inscription à l'université.

Face à ces attaques sur les services essentiels, et tandis que les budgets militaires explosent, il faut regrouper les luttes et les amplifier ! Une prochaine assemblée générale aura lieu le 20 mai à Grenoble pour discuter des suites du mouvement !

CORRESPONDANT

## Le personnel de l'université Paris-Nanterre en grève reconductible !



La présidence de l'université Paris-Nanterre et le ministère de l'Enseignement supérieur s'en prennent à la rémunération du personnel. Ils annoncent par ailleurs la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers (hors Union européenne !) : en licence, l'inscription passerait de 178 à 2 895 euros par an, et en master de 254 à 3 941 euros !

Alors que le personnel administratif de l'université revendique l'augmentation des primes et des salaires, la direction a annoncé qu'elle n'allait augmenter les primes des agents de catégorie C que de 8 % (soit 30 euros par mois pour les titulaires et 13 euros pour les contractuels !), pendant que certains cadres de catégorie A sont augmentés de 25 % (soit 260 euros par mois) !

Le personnel mobilisé revendique la même prime pour tous de 100 euros et la rétroactivité du versement de l'augmentation !

Lundi 4 mai, premier jour des examens, les agents grévistes de Nanterre se sont retrouvés à plus de 220 en assemblée générale pour voter la reconduction de la grève et se rassembler devant le bâtiment de la présidence. Mardi 5 mai, une nouvelle AG a réuni plus de 200 personnes, suivie d'un nouveau rassemblement, puis, le lendemain, du blocage de la bibliothèque « La Contemporaine ».

La grève a été reconduite jusqu'au 13 mai et un cortège des grévistes doit prendre part à la manifestation contre l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, à l'appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et des organisations de jeunesse.

L'AG du personnel demande le report des examens pour que les étudiants et membres du personnel puissent manifester en direction du ministère ce jour-là !

HAJAR OMRANE

# Présidentielles 2027 : le NPA-R s'engage dans une campagne ouvrière et révolutionnaire

Un an avant l'élection présidentielle, la campagne bat déjà son plein, rythmée par les calculs, les ego et les ambitions (page 4). Le spectre d'une victoire de l'extrême droite est instrumentalisé pour étouffer toute radicalité dans le sens des intérêts des classes populaires. Celles-ci sont certes désarmées face à l'offensive patronale, militariste et raciste (et même sciemment désarmées par les impasses institutionnelles et nationalistes de la gauche), mais elles ne sont pas dupes et surtout sont loin d'être passives. L'enjeu, sans attendre des lendemains électoraux, est de donner une voix à la colère ouvrière contre les guerres impérialistes qu'on nous fait payer, contre la gangrène raciste venue d'en haut et d'incarner la nécessité d'unifier les luttes dispersées contre les licenciements ou pour les salaires. C'est la responsabilité de l'extrême gauche de mettre dans le paysage politique, dès maintenant, ses interventions ouvrières et ses perspectives révolutionnaires, seule opposition réelle au rouleau compresseur patronal représenté aussi bien par les macronistes que par les lepénistes, en toute indépendance de la gauche NFP qui va, en faits sinon en paroles, de Mélenchon à Hollande.

## POUR UNE CANDIDATURE COMMUNE LO ET NPA-R

Pour avancer dans ce sens, le NPA-R a proposé à Lutte ouvrière (LO) une campagne commune dans une lettre du 12 avril qui se concluait par ces mots : « *Nous pensons que, dans le contexte d'exploitation mondiale intensifiée, de misère et de guerres, un contexte de plus en plus lourd, qui s'accompagne de véritables émeutes dans le monde, certes sporadiques et éclatées et qui ne trouvent pas de débouché favorable aux classes populaires, il faudrait que des révolutionnaires trotskistes tentent de proposer ensemble une politique de défense des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ; d'affirmer la nécessité de construire un parti révolutionnaire. Assumer cette responsabilité commune pourrait nous faire franchir un cap, plus facilement ensemble que séparément, sachant que nous ne marquerons pas des points les uns contre les autres.* »

Nous partageons avec LO la priorité à l'implantation et à l'intervention ouvrière, la volonté de défendre ouvertement nos perspectives communistes, révolutionnaires et internationalistes au quotidien dans les entreprises et dans la jeunesse comme dans les campagnes électorales et la délimitation politique nettement assumée vis-à-vis de la FI. Les divergences sont importantes et justifient aujourd'hui que nos organisations soient séparées mais, pour notre part, nous

nous voyons comme des fractions différentes d'un futur parti révolutionnaire commun qui ne pourra naître que dans la chaleur de la lutte des classes. Comme LO est la principale organisation d'extrême gauche et qu'elle avait annoncé dès décembre la candidature de Nathalie Arthaud, nous avons proposé directement que notre campagne commune se fasse derrière elle.

## UNE CAMPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE POUR REDONNER CONFIANCE AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DANS LEURS PROPRES FORCES

Les premiers échanges indiquent le peu d'enthousiasme de LO pour cette proposition. Les idées révolutionnaires ne sont pourtant pas condamnées au témoignage dans ce contexte où les luttes existent, bien qu'elles soient dispersées. En apparaissant comme un pôle unifié, les révolutionnaires auraient une chance d'attirer l'attention d'un milieu qui voit toutes les limites des directions syndicales et politiques de la gauche.

Raison pour laquelle il nous semble dilatoire d'en rester à dire qu'« on additionnera les voix ». Si les voix s'additionnent, c'est qu'elles sont de même espèce (sans nier leur diversité), et donc qu'une candidature commune pourrait en recueillir davantage que la somme des deux parties. Et si ce n'est plus de voix, plus d'audience et d'intérêt pour nos idées communes, c'est-à-dire davantage de poids pour des perspectives de renversement du capitalisme. Le souci d'une unité entre révolutionnaires (ou le regret qu'il n'y en ait pas) existe bel et bien chez des travailleurs parmi les plus conscients, qui sentent à juste titre qu'on est plus fort quand on frappe ensemble.

L'aspiration à l'unité est certes souvent confuse et étendue à la gauche dite radicale comme la FI (confusion entretenue par tous les anciens militants et organisations d'extrême gauche qui ont rallié les campagnes de Mélenchon avec armes et bagages). L'unité des révolutionnaires, et d'eux seuls, permettrait justement de lever cette ambiguïté en pointant la démarcation nette d'avec la gauche institutionnelle. Un tel pôle apporterait plus de clarté politique que des campagnes dispersées, menées chacun dans son couloir, alors même que ce qui nous sépare est moins important que ce qui nous rassemble. C'est encore plus vrai dans le contexte actuel d'offensive généralisée de l'impérialisme.

Le NPA-R maintient sa proposition à LO. Si son refus annoncé devait se confirmer, nous nous donnerions les moyens d'intervenir dans cette campagne avec notre propre candidature, de travailleurs et de travailleuses révolutionnaires qui porteront jusqu'au bout cette exigence de regroupement, dans les élections mais surtout dans les luttes. Nous sommes preneurs de tous les coups de main pour cette campagne qui per-

mettra d'avancer vers le pôle des révolutionnaires en donnant l'occasion aux travailleurs et travailleuses de faire un geste électoral ou militant (ou les deux) pour leur propre intérêt.

RAPHAËL PRESTON

## 500 parrainages pour un pôle des révolutionnaires

La signature de 500 élus est nécessaire pour pouvoir se présenter à la présidentielle. Le NPA-R ne pourra pas compter sur des députés ou les élus des plus grandes (et plus riches) collectivités, acquis à une écurie institutionnelle. Nous nous adressons aux milliers de maires de petites communes qui savent ce que signifie au quotidien l'austérité budgétaire et comment elle pèse sur les habitants les plus pauvres. Aidez-nous à les démarcher !

## 23, 24, 25 MAI : LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES SERA PRÉSENT À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Comme tous les ans, lors du week-end de Pentecôte, Lutte ouvrière organise sa fête annuelle de plein air à Presles, dans le Val d'Oise. Notre organisation y sera présente les trois jours avec un stand à la cité politique. Ce sera l'occasion de nous rencontrer, de retrouver notre presse et l'ensemble de nos publications, dans un cadre à la fois politique et festif, dans une ambiance propice aux débats fraternels entre militants et sympathisants de toute l'extrême gauche révolutionnaire.

Un rendez-vous à ne pas manquer : le dimanche à 19 heures, notre forum : « *Dans l'intérêt des travailleurs et des travailleuses, un front des révolutionnaires dans les élections et dans les luttes, en toute indépendance de la gauche dite radicale.* »

## AGENDA

### Les fêtes du NPA-R ↓

**FÊTE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES**  
**ROUEN**  
 40 RUE DES COQUELICOTS SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY  
**SALLE FESTIVE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY**  
**30 MAI**  
 À PARTIR DE 15H  
 DÉBAT · LIBRAIRIE · EXPOSITION  
 APÉRO-CONCERT · PROJECTION DE FILM  
 DJ SET · REPAS SUR RÉSERVATION  
 npa-revolutionnaires.org

**FÊTE DU NPA DES HAUTS-DE-SEINE RÉVOLUTIONNAIRES**  
**SAMEDI 30 MAI POUR LA RÉVOLUTION ET LE COMMUNISME**  
 LIEU PRÉCIS À VENIR à partir de 19h  
 débat : face à la barbarie capitaliste, renforçons les révolutionnaires !  
 + repas convivial, garderie, librairie, tombola, musique, karaoké rouge  
 NPA RÉVOLUTIONNAIRES HAUTS-DE-SEINE

**SAMEDI 30 MAI À LILLE**  
**Fête du NPA RÉVOLUTIONNAIRES**  
 Au programme : bar et repas convivial, débats politiques, expos historiques  
 Entrée 3 euros Repas 5 euros  
 Disponible auprès des militants et militantes  
 de 14h à 23h  
 Salle Courmont 2 rue Courmont, Lille Métro Porte d'Arras  
 npa-revolutionnaires.org

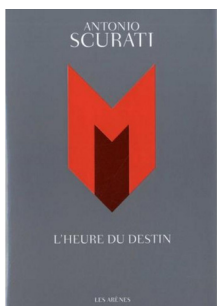
**4<sup>e</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES**  
 22 - 26 AOÛT 2026 DANS LE VAUCLUSE  
 Un été pour préparer les luttes et la révolution  
 Formations, débats, culture, piscine, concerts, cinéma, librairie, karaoké...  
 Inscriptions  
 npa-revolutionnaires.org  
 NPA RÉVOLUTIONNAIRES

LIVRES

**M (TOME 4) :  
L'HEURE DU DESTIN,**

ANTONIO SCURATI, 24,90 €,

Les Arènes, 752 pages



Quatrième tome d'un cycle de cinq romans biographiques sur Mussolini, le livre décrit l'entrée en guerre de l'Italie lors de la Deuxième Guerre mondiale et la débâcle qui s'en est suivie.

L'horreur de cette guerre impérialiste est décrite avec brio : les massacres de civils, notamment en Afrique du Nord, mais aussi les désillusions et traumatismes des soldats. La variété des points de vue (Mussolini, d'autres protagonistes du régime, et les nombreuses citations de contemporains) joue ici à plein, et la déchéance du régime se confond avec celle de Mussolini. Le brillant « enfant du siècle » du tome 1 (abject humainement et politiquement mais capable de tirer avantage de l'échec du *bienno rosso* italien) a laissé la place à un « chacal apeuré » (pour reprendre le mot de ses adversaires). Prêt à toutes les bassesses et exactions, il peinait à maintenir en place son régime de plus en plus décrépi. Ont en effet surgi les germes de contestation qui ont commencé à ébranler le pouvoir fasciste en 1943.

Si l'on ne peut qu'attendre avec hâte la fin de cette longue histoire dans le cinquième et dernier tome (prochainement traduit en français), c'est aussi l'occasion de se plonger dans les volumes précédents.

ROBIN KLIMT

Voir notre critique de l'ensemble des quatre volumes parus sur notre site



**LES ASSOIFFEURS  
ENQUÊTE SUR CES  
ENTREPRISES QUI  
ACCAPARENT NOTRE EAU**

FABIEN BENOÎT ET NICOLAS CELNIK



Depuis la répression contre les manifestants à Sainte-Soline contre les projets de méga bassine, Fabien Benoit et Nicolas Celnik ont mené une enquête documentaire sur les entreprises et les secteurs les plus consommateurs d'eau. Ces assoiffeurs, ce sont les piliers de l'agriculture industrielle, coopératives et FNSEA. Ce sont aussi les entreprises *High Tech* comme STMicro qui fabrique des puces électroniques. Et bien sûr les embouteilleurs et les entreprises dites de purification qui tous font de l'eau potable un business juteux. Des géants comme Nestlé ou Veolia bénéficient des largesses de l'État et sont arrosés d'argent public, sans pour autant rien changer à la pollution globale de l'eau. Leur communication est bien rodée : votre eau du robinet est polluée et bourrée de PFAS ? Achetez de l'eau en bouteille ! Tant pis si c'est la même, juste un peu plus filtrée, comme l'a montré le scandale autour des eaux soi-disant minérales naturelles commercialisées par Nestlé. Les sécheresses estivales se font plus fortes ? Construisons des bassines pour arroser les grands champs de maïs, quitte à priver les petits agriculteurs de la ressource. Tous ces grands groupes ne reculent devant rien pour avoir le contrôle sur une ressource de plus en plus rare et dont les cycles naturels sont déséquilibrés par le réchauffement climatique. À défaut de définir des perspectives de lutte de classe, le documentaire donne un panorama éclairant des rouages d'un système qu'il faudra bien changer si l'on ne veut pas se retrouver à sec...

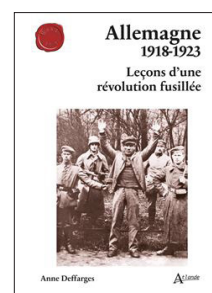
JEAN EINAUGIG

**ALLEMAGNE 1918-1923 :  
LEÇONS D'UNE RÉVOLUTION  
FUSILLÉE**

ANNE DEFFARGES

Éditions Atlande, 2026, 432 p., 21 €

Cinq années de révolution décrites avec talent et clarté. La classe ouvrière allemande à plusieurs reprises aux portes du pouvoir, mais chaque fois impitoyablement réprimée. Un Parti socialiste principal organisateur de la contre-révolution et un Parti communiste qui ne parvient pas à se hausser à la hauteur de la situation. Un livre passionnant et indispensable.



Voir l'article sur notre site



FILMS

**SORDA**

FILM D'EVA LIBERTAD

en salle

Angela et Hector forment un couple heureux, qui attend un enfant, mais cette nouvelle vient perturber leur équilibre. En effet, Angela est sourde et le suivi médical comme l'accouchement la confrontent à un univers où tous les échanges passent par Hector qui se fait son interprète, alors que, jusque-là, elle s'était construit une vie autonome, entre son travail de potière et son cercle d'amis, tous et toutes malentendants. La naissance de leur fille va poser la question cruciale de la surdité, ou non, de l'enfant. Communiquer comme nouer des liens avec l'enfant va s'avérer plus facile pour l'un que pour l'autre.



Ce beau film a été réalisé par Eva Libertad, cinéaste espagnole, après un court-métrage sur le même sujet en 2022. L'actrice principale, Miriam Garlo, magnifique, elle-même sourde, est la sœur de la réalisatrice et elles voulaient montrer à quel point notre société exclut les malentendants. Ils forment un monde à part, qui nous est révélé de l'intérieur et de façon sensorielle.

Ce film qui invite à la réflexion est une réussite. À voir donc !

LILIANE LAFFARGUE

**VIVALDI ET MOI**

FILM DE DAMIANO MICHIELETTA, AVEC TECLA INSOLIA, MICHELE RIONDINO

Venise, début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Quatre orphelinats, les *ospedale*, accueillent les enfants abandonnés. À l'Ospedale della Pietà, tous les orphelins travaillent. Les plus douées des orphelines reçoivent une formation musicale et jouent soit à l'église, cachées derrière une grille, soit en déplacement, et alors masquées.



De l'affluence aux concerts dépendent les dons que recevra l'institution de la part des riches Vénitiens. Les orphelines rapportent donc l'argent des dons et, pour certaines, la dot de leur mariage arrangé avec un riche Vénitien.

En perte de vitesse, l'Ospedale della Pietà embauche un jeune compositeur, Antonio Vivaldi (Michele Riondino). Entre celui-ci et une jeune orpheline, Cecilia (Tecla Insolia), violoniste talentueuse et rebelle, se nouent des très forts sentiments qui s'expriment dans la musique - Vivaldi est prêtre, Cecilia promise à un héros de la guerre contre les Turcs.

Un autre très beau film mettant en scène les *ospedale* vénitiennes, *Gloria*, de Margherita Vicario, avait mis l'accent sur l'invisibilisation des orphelines musiciennes. Tiré d'un roman, *Stabat Mater*, de Tiziano Scarpa, *Vivaldi et moi* est non seulement l'occasion d'écouter de la très belle musique, mais éclaire la condition de ces orphelines qui faisaient la fortune des institutions religieuses de la très bourgeoise république de Venise.

JEAN-JACQUES FRANQUIER

**NOUS, L'ORCHESTRE**

FILM DOCUMENTAIRE DE PHILIPPE BÉZIAT

Documentaire sur le quotidien de l'Orchestre de Paris - 120 musiciens en formation complète. Nous ne sommes pas spectateurs mais observons à travers les yeux et les oreilles des musiciens.

On en aurait bien voulu davantage après 1 h 30, tant images et son nous transportent dans un état de bonheur !



**LA CORDE AU COU**

FILM DE GUS VAN SANT

L'histoire vraie d'un petit investisseur rêvant de construire un centre commercial dans les années 1970. Roulé dans la farine par son banquier hypothécaire, il décide de se venger et kidnappe son fils.

La violence de la société américaine ressort tout au long du film et explique le geste du forcené. Un bon résumé de la faiblesse des moyens individuels pour faire face à la brutalité du capitalisme.



**À VOIX BASSE**

FILM DE LEYLA BOUZID

Lilia, jeune ingénieure en France, revient à Sousse, en Tunisie, pour les obsèques de son oncle. Lilia veut comprendre ce qui s'est passé, d'autant qu'elle-même vit avec une femme mais n'a toujours pas trouvé le courage de le dire à sa mère.

Un film sensible, aux personnages attachants. À voir !



# PREMIÈRE JOURNÉE DE MOBILISATION CONTRE LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS, QUI PRÉPARE UNE HAUSSE GÉNÉRALISÉE POUR TOUS LES ÉTUDIANTS !

Mardi 12 mai, dans une dizaine de villes, des rassemblements, manifestations ou villages militants se tenaient pour dénoncer l'augmentation généralisée des frais d'inscription pour les étudiants étrangers. On pouvait compter 500 manifestants à Paris et plusieurs dizaines en rassemblement dans les autres villes.

**E**n faisant passer par décret et en fin d'année la généralisation des mesures liées au label « Bienvenue en France », le gouvernement espérait éviter toute forme de riposte à l'augmentation des frais d'inscription pour les

étudiants étrangers hors Union européenne, eh bien, c'est raté !

Dans les cortèges et les rassemblements, les étudiants et les agents des universités ont dénoncé cette mesure discriminatoire,

qui vise à multiplier par quinze les frais d'inscription. Nous refusons d'accepter la moindre division entre nous.

Les pancartes dénonçaient aussi le projet du gouvernement d'augmenter les frais d'inscription pour tous. En maintenant les budgets des facs dans le rouge et en faisant baisser l'enveloppe de l'enseignement supérieur, alors que les facs organisent déjà le tri social par Parcoursup ou la suppression des

rattrapages par endroit, le gouvernement tente d'avancer vers la généralisation de l'augmentation des frais d'inscription et de pousser vers la sortie les enfants des classes populaires. Pas question de se laisser faire !

Sous pression, le gouvernement temporise et décide d'augmenter le pourcentage d'étudiants étrangers pouvant être exonérés par chaque fac. Continuons la mobilisation !

CORRESPONDANTS

## 8 mai : nouvelle grève lycéenne en Allemagne



**S**uite aux deux premières journées de grève lycéenne contre la militarisation et le retour du service militaire en Allemagne, le 5 décembre et le 5 mars, des dizaines de milliers de lycéens sont à nouveau descendus dans la rue le 8 mai, date hautement symbolique (mais non fériée en Allemagne).

Un retour au service militaire, pour le moment volontaire, mais qui n'est plus du domaine théorique : plus de 200 000 jeunes de la génération 2008 ont reçu des formulaires de recensement de l'armée, et la *Bundeswehr* se répand dans la presse parce que plus d'un quart des formulaires n'auraient pas été remplis et renvoyés par les jeunes recensés.

Les cortèges du 8 mai ont à nouveau réuni des milliers de jeunes dans de nombreuses villes : notamment entre 5 000 et 9 000 à Berlin, 6 000 à Hambourg. Nouveauté : l'agitation a atteint les facs, qui étaient en vacances lors de la dernière mobilisation, et qui ont souvent organisé des cortèges rejoignant les manifestations à partir de leur campus.

Beaucoup de pancartes et de banderoles insistaient sur les liens entre l'augmentation des budgets militaires et les coupes budgétaires, notamment dans l'éducation. Des manifestations sont déjà prévues en septembre.

Si, pour le moment, il n'y a pas de nouvelles date de mobilisation annoncée, on espère que les jeunes n'attendront pas la rentrée pour continuer à mettre des bâtons dans les roues du chancelier Merz et de sa politique militariste !

## Guadeloupe : mobilisation des lycéennes contre une liste sexiste

**M**ercredi 6 mai, plus d'une centaine de lycéennes du lycée Jardin d'Essai, en Guadeloupe, se sont rassemblées devant leur établissement. Elles dénoncent la circulation d'une liste hiérarchisant les étudiantes, photos à l'appui, selon leur physique, et les classant dans des catégories dégradantes et sexualisantes - un acte profondément sexiste et humiliant, que la société patriarcale a rendu extrêmement banal. Les lycéennes pointent du doigt l'affirmation de plus en plus assumée, chez certains de leurs camarades de classe, des idées sexistes et réactionnaires. Elles réclament de vraies mesures contre le sexisme de la part de l'établissement ainsi qu'un suivi psychologique des élèves auteurs de cette liste.

Dans la foulée, les lycéennes soulignent les limites des « solutions » proposées par la direction de l'établissement, obligée de réagir sous la pression de la mobilisation. Ce ne sont pas de grands discours sur l'égalité filles-garçons, ni son dépôt de plainte, d'ailleurs pour l'instant sans suite, qui s'attaqueront à la racine du mal.

Les lycéennes dénoncent la manière dont ces attitudes sont renforcées par les offensives réactionnaires propagées par les réseaux sociaux via des influenceurs d'extrême droite se revendiquant du mouvement dit « masculiniste », pour qui

l'humiliation, la domination, la violence - voire l'attentat et le meurtre dans les cas les plus extrêmes - y sont présentés comme légitimes face aux femmes. Celles-ci sont réduites à un corps-objet sur lequel les hommes auraient tous les droits, et leur liberté est présentée comme une menace.

Les lycéennes ont réussi à convaincre leurs camarades de classe de les rejoindre au rassemblement, permettant d'être trois fois plus nombreuses que les auteurs présumés de la liste, poussant une partie de ces derniers à s'excuser, et certains d'entre eux à quitter leur groupe de potes.

Elles montrent la voie sans attendre personne pour le faire à leur place. Le rectorat de Guadeloupe n'a rien trouvé de mieux, dans son communiqué de presse, que de rappeler que « *l'expression [de] l'émotion* » devrait respecter le fonctionnement de l'institution scolaire ! Le rassemblement d'une centaine d'élèves qui s'organisent pour protester le dérange davantage que cette liste immonde ! Mais leur révolte parle déjà à d'autres : des élèves du lycée voisin de Baimbridge ont montré leur solidarité.

IZIA TVARSKAIA

## Repas à un euro pour tous les étudiants : nouveau vernis social de Macron

**D**epuis lundi 4 mai, tous les étudiants de France ayant un espace Izly peuvent manger au restaurant universitaire pour un euro. Cette mesure va permettre à de nombreux étudiants de mieux manger dans un contexte de hausse généralisée des prix.

Les restaurants universitaires du Crous proposaient déjà des repas à un euro, mais, depuis 2021, cette mesure était réservée aux étudiants boursiers ainsi qu'à ceux capables de constituer un dossier prouvant leur situation de précarité. Pourtant, près d'un tiers des étudiants déclarent sauter régulièrement des repas pour des raisons financières. Et ça ne risque pas de s'arranger au regard de la forte hausse des prix alimentaires !

Derrière le vernis de la « grande victoire pour les socialistes » (selon Olivier Faure), c'est une manière de nous faire avaler la pilule du budget antisocial et militariste de Macron. Le budget de l'enseignement supérieur diminue au regard de l'inflation, et si, d'un côté, le ministère finance cette mesure

sociale, de l'autre il taille dans les APL et augmente les frais d'inscription pour les étudiants étrangers. Par ailleurs, les travailleurs et travailleuses du Crous expliquent que les restaurants universitaires ne peuvent accueillir plus de monde et que leurs conditions de travail, déjà déplorables, vont empirer. Les syndicats évaluent déjà à 800 postes à temps plein le nombre d'emplois manquants à l'heure actuelle. Avec l'augmentation prévisible de la fréquentation, sans embauches, ce sera pire. Les restaurants universitaires ont déjà réduit les quantités dans les assiettes et sur les plateaux depuis la relance de l'inflation, et ça ne risque pas de s'améliorer.

Le repas à un euro pour les étudiants, oui, mais aussi pour toutes les personnes qui en ont besoin et pas au prix d'attaques sur les travailleurs et les travailleuses.

MANO FERBER

**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes\_revo

**NPA**  
**JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES